



Banque Royale du Canada Troisième trimestre de 2011

Rapport aux actionnaires

La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le troisième trimestre de 2011

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes complémentaires du trimestre terminé le 31 juillet 2011, dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

TORONTO, le 26 août 2011 – Le bénéfice de la Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2011 a été touché par une perte de 1 573 millions de dollars liée à la vente annoncée de ses services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, laquelle est principalement constituée de la radiation d'une tranche de 1,3 milliard de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels désormais classée dans les activités abandonnées. Par conséquent, RBC a déclaré une perte nette de 92 millions de dollars pour le trimestre et un bénéfice net lié aux activités poursuivies de 1 566 millions.

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est établi à 1 566 millions de dollars pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2011, en hausse de 13 % par rapport à l'exercice précédent, et à 5 049 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, en hausse de 16 % par rapport à l'exercice précédent. Ces résultats tiennent à la forte croissance des activités des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, ainsi que des services à la grande entreprise et de banque d'investissement du secteur Marché des Capitaux.

« RBC, dont le bénéfice lié aux activités poursuivies excède 1,5 milliard de dollars pour le troisième trimestre et plus de 5 milliards pour les neuf premiers mois de l'exercice, continue de démontrer la solidité de ses activités et la mise en œuvre réussie de sa stratégie de croissance disciplinée, a déclaré Gord Nixon, président et chef de la direction de RBC. Malgré les incertitudes importantes entourant la conjoncture économique et les marchés, nous continuons de renforcer notre situation financière tout en accroissant notre position de chef de file au Canada et en tirant parti de notre impulsion actuelle en ce qui concerne nos services à l'échelle mondiale. »

Activités poursuivies : Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

- Bénéfice net de 1 566 millions de dollars (en hausse de 13 % par rapport à 1 384 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,04 \$ (en hausse de 0,12 \$ par rapport à 0,92 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,7 % (en hausse par rapport à 15,6 %)

Activités poursuivies : Neuf premiers mois de 2011 par rapport aux neuf premiers mois de 2010

- Bénéfice net de 5 049 millions de dollars (en hausse de 16 % par rapport à 4 371 millions)
- Bénéfice dilué par action de 3,38 \$ (en hausse de 0,46 \$ par rapport à 2,92 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,4 % (en hausse par rapport à 17,0 %)

Sur une base consolidée, le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 13,2 % pour le troisième trimestre.

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre				
2	Rapport de gestion				
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives				
2	Vue d'ensemble				
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada				
3	Faits saillants financiers et autres				
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives				
4	Rendement financier				
8	Résultats des secteurs d'exploitation				
8	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation				
10	Mesures hors PCGR				
11	Services bancaires canadiens				
		12	Gestion de patrimoine		
		13	Assurances		
		15	Services bancaires internationaux		
		16	Marchés des Capitaux		
		17	Services de soutien généraux		
		18	Analyse des résultats trimestriels et des tendances		
		19	Résultats par secteur géographique		
		20	Situation financière		
		20	Bilans consolidés		
		21	Arrangements hors bilan		
		23	Gestion du risque		
		23	Risque de crédit		
		24	Rendement au chapitre de la qualité du crédit		
		25	Risque de marché		
		28	Gestion des liquidités et du financement		
		29	Gestion du capital		
		31	Information financière supplémentaire		
		31	Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés		
		32	Questions en matière de comptabilité et de contrôle		
		33	Opérations entre apparentés		
		34	États financiers consolidés intermédiaires (non audité)		
		38	Notes complémentaires (non audité)		
		55	Renseignements à l'intention des actionnaires		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2011 ou à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 30 avril 2011. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes complémentaires pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011 (états financiers consolidés intermédiaires non audités), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2010 aux actionnaires (rapport annuel 2010). Ce rapport de gestion est daté du 25 août 2011. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2010, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2011, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates, ainsi que notre vision, nos objectifs stratégiques et nos objectifs en matière de rendement financier, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces risques, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché et opérationnel et les risques d'illiquidité et de financement, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2010 et de notre rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2011; la conjoncture économique générale et les conditions du marché

financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe; la révision à la baisse de la cote de la dette à long terme souveraine des États-Unis attribuée par Standard & Poor's; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux dotations, aux provisions et aux évaluations; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales, les modifications et les nouvelles interprétations des lignes directrices concernant le capital à risque, des directives en matière de présentation d'information et des lignes directrices des autorités de réglementation concernant les liquidités, ainsi que la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et les règlements aux termes de cette loi qui seront édictés; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et à les intégrer avec succès; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2010 et à la rubrique Gestion du risque de notre rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2011.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de

patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 74 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de près de 15 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 55 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Activités poursuivies					
Total des revenus	6 790 \$	6 966 \$	6 660 \$	20 951 \$	20 569 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	275	241	277	740	957
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 082	1 021	1 459	2 732	3 685
Frais autres que d'intérêt	3 498	3 643	3 168	10 891	9 952
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 935	2 061	1 756	6 588	5 975
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 566	1 579	1 384	5 049	4 371
Perte nette liée aux activités abandonnées	(1 658)	(73)	(108)	(1 796)	(269)
(Perte nette) bénéfice net	(92)\$	1 506 \$	1 276 \$	3 253 \$	4 102 \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies					
Services bancaires canadiens	855 \$	851 \$	766 \$	2 588 \$	2 279 \$
Gestion de patrimoine	179	220	185	620	494
Assurances	144	146	153	435	378
Services bancaires internationaux	31	45	36	161	99
Marchés des Capitaux	277	407	201	1 297	1 274
Services de soutien généraux	80	(90)	43	(52)	(153)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 566	1 579	1 384	5 049	4 371
Perte nette liée aux activités abandonnées	(1 658)	(73)	(108)	(1 796)	(269)
(Perte nette) bénéfice net	(92)\$	1 506 \$	1 276 \$	3 253 \$	4 102 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice (perte) par action – de base	(0,11)\$	1,01 \$	0,85 \$	2,14 \$	2,75 \$
– dilué	(0,11)\$	1,00 \$	0,84 \$	2,13 \$	2,73 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	(1,7)%	16,7 %	14,3 %	11,6 %	15,9 %
Rendement du capital de risque (1), (2)	(2,6)%	24,9 %	24,3 %	17,2 %	27,2 %
Données financières sommaires liées aux activités poursuivies					
Bénéfice par action – de base	1,05 \$	1,06 \$	0,93 \$	3,40 \$	2,94 \$
– dilué	1,04 \$	1,05 \$	0,92 \$	3,38 \$	2,92 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	16,7 %	17,6 %	15,6 %	18,4 %	17,0 %
Rendement du capital de risque (1), (2)	26,8 %	28,8 %	29,6 %	30,1 %	32,3 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,38 %	0,35 %	0,40 %	0,35 %	0,47 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,79 %	0,79 %	0,94 %	0,79 %	0,94 %
Ratios de capital et coefficient					
Ratio du capital de première catégorie	13,2 %	13,6 %	12,9 %	13,2 %	12,9 %
Ratio du capital total	15,2 %	15,7 %	14,2 %	15,2 %	14,2 %
Coefficient actif-capital (3)	16,4 X	16,3 X	16,5 X	16,4 X	16,5 X
Ratio du capital-actions ordinaires de première catégorie (2)	10,3 %	10,3 %	9,6 %	10,3 %	9,6 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	730 570 \$	728 917 \$	704 424 \$	730 570 \$	704 424 \$
Valeurs mobilières	193 060	203 142	189 024	193 060	189 024
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	289 246	278 899	269 580	289 246	269 580
Actifs liés aux dérivés	85 228	82 577	96 370	85 228	96 370
Dépôts	437 775	423 734	400 177	437 775	400 177
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	35 700	35 400	33 500	35 200	32 950
Moyenne du capital de risque (1)	24 150	23 800	19 800	23 750	19 250
Actif pondéré en fonction des risques	261 015	253 235	258 766	261 015	258 766
Biens sous gestion	313 100	311 200	253 900	313 100	253 900
Biens administrés – RBC	697 400	712 300	655 800	697 400	655 800
– RBC Dexia IS (4)	2 831 900	2 892 700	2 652 500	2 831 900	2 652 500
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 435 131	1 426 504	1 421 777	1 428 599	1 420 096
– moyenne diluée	1 439 146	1 438 048	1 434 379	1 437 461	1 433 591
– à la fin	1 436 757	1 428 830	1 423 744	1 436 757	1 423 744
Dividendes déclarés par action	0,54 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,54 \$	1,50 \$
Rendement de l'action (5)	3,9 %	3,5 %	3,5 %	3,7 %	3,5 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	51,40 \$	59,60 \$	53,72 \$	51,40 \$	53,72 \$
Capitalisation boursière (TSX)	73 849	85 158	76 484	73 849	76 484
Renseignements généraux liés aux activités poursuivies (nombre de)					
Employés (équivalent de travail à temps plein)	69 065	68 240	67 248	69 065	67 248
Succursales	1 335	1 336	1 330	1 335	1 330
Guichets automatiques bancaires (GAB)	4 610	4 591	4 572	4 610	4 572
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (6)	1,039 \$	1,039 \$	0,957 \$	1,023 \$	0,958 \$
Equivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	1,047 \$	1,057 \$	0,972 \$	1,047 \$	0,972 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, au rendement du capital de risque, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne du capital de risque. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des PCGR et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour une analyse plus détaillée, se reporter aux rubriques Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation et Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2010.
- (3) Le coefficient actif-capital au 30 avril 2011 a été redressé afin de refléter la correction du montant brut de l'actif se rapportant à la période terminée à cette date.
- (4) Représente le total des biens administrés de la coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.
- (5) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (6) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 25 août 2011

Canada

La croissance de l'économie canadienne a ralenti considérablement au deuxième trimestre civil de 2011, le taux de croissance s'étant élevé à environ 0,5 %. Ce taux reflète le ralentissement des dépenses de consommation et la diminution des activités de fabrication découlant en partie du tremblement de terre survenu au Japon en mars 2011, lequel a perturbé la chaîne d'approvisionnement dans le secteur automobile. Nous prévoyons une croissance à la hausse d'ici la fin de 2011, en raison d'un accroissement des exportations et d'une augmentation des dépenses de consommation. Nous avons toutefois révisé le taux de croissance prévu pour 2011, le ramenant à 2,7 % par rapport à notre estimation antérieure de 3,2 %, principalement en raison de la croissance inférieure aux prévisions enregistrée au deuxième trimestre civil. Le taux de chômage a diminué et était de 7,4 % en juin. Le nombre de prêts hypothécaires en retard devrait demeurer faible en raison de l'amélioration du marché du travail et malgré les niveaux d'endettement élevés des ménages. Nous nous attendons à ce que les hausses futures des taux d'intérêt soient reportées jusqu'à la mi-année 2012, en raison de l'incertitude récente concernant la croissance de l'économie mondiale, ce qui entraînera des pressions additionnelles sur les écarts liés aux dépôts et sur les marges nettes d'intérêt. La croissance des volumes liés à la plupart de nos activités du secteur Services bancaires canadiens devrait demeurer élevée, puisque nous nous attendons à des conditions stables sur les marchés du travail, à un accroissement des exportations et à une hausse des dépenses de consommation d'ici la fin de l'année.

États-Unis

La croissance de l'économie américaine a ralenti au deuxième trimestre civil de 2011, le taux de croissance s'étant élevé à environ 1,3 %, taux qui reflète la réduction continue des dépenses de consommation en raison du maintien du niveau élevé de chômage. Au cours du trimestre, le département du Commerce des États-Unis a révisé à la baisse le taux de croissance enregistré au premier trimestre civil, le ramenant à 0,4 % par rapport à son estimation antérieure de 1,8 %. En conséquence, nous avons révisé le taux de croissance prévu en 2011, le ramenant à 1,9 %, par rapport à notre estimation antérieure de 3,0 %. Nous nous attendons toujours à une amélioration du taux de croissance d'ici la fin de l'année, car nous prévoyons une augmentation des dépenses en immobilisations des entreprises, une baisse des prix de l'énergie et le rétablissement de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur automobile. En réponse à l'incertitude récente concernant la politique fiscale et le déficit fédéral américain, la Réserve fédérale a laissé savoir qu'elle compte maintenir les taux d'intérêt à des niveaux planchers historiques au moins jusqu'à la mi-année de 2013.

Europe

La croissance de l'économie dans la zone euro a ralenti au deuxième trimestre civil de 2011, le taux de croissance s'étant élevé à environ

1,7 %, en raison de la diminution des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises. Les craintes liées à la crise de l'endettement touchant des États souverains se sont accrues au deuxième trimestre civil, et ces craintes ont subsisté au troisième trimestre civil. Le taux de croissance prévu pour 2011 demeure faible, soit 1,9 %, et il est conditionnel à une solide croissance de l'économie mondiale et à la réduction des craintes liées à l'endettement d'États souverains.

Marchés financiers

Les marchés financiers mondiaux ont composé avec des conditions difficiles tout au long du troisième trimestre de l'exercice, alors que l'incertitude concernant le plafond de la dette américaine, les craintes accrues liées à la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe et le ralentissement de l'économie mondiale ont entraîné une réduction importante des volumes de transactions des clients et une volatilité des activités de négociation. Les conditions dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation ont été difficiles et elles se sont détériorées en juillet, car les marchés du financement de gros et les liquidités sur les marchés ont subi les contrecoups des craintes des investisseurs découlant des répercussions de la baisse de la cote de la dette à long terme souveraine des États-Unis annoncée par Standard & Poor's (S&P) le 5 août 2011.

Contexte réglementaire

Nous continuons de prendre des mesures par suite des faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale, notamment en ce qui concerne les exigences en matière de liquidités posées par les normes mondiales concernant la réforme liée aux liquidités et au capital élaborées par le Comité de Bâle sur la supervision bancaire (accord de Bâle III), la réforme concernant les dérivés hors cote, les nouvelles mesures de protection des consommateurs et les réformes du secteur financier telles que la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act. En ce qui concerne la réforme liée au capital, une nouvelle charge de capital visant les institutions financières revêtant une importance systémique pour le système financier mondial a été proposée en juin. Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a déclaré qu'il ne s'attend pas, à l'heure actuelle, à ce que les banques canadiennes soient assujetties à ces exigences supplémentaires visant le capital. Nous continuons de surveiller ces faits nouveaux et d'autres faits nouveaux, et nous nous efforçons de faire en sorte que toute répercussion sur nos activités, le cas échéant, soit réduite au minimum.

Pour une analyse plus détaillée de notre cadre et de nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque, Aperçu d'autres risques et Gestion du capital de notre rapport annuel 2010.

Rendement financier**Vue d'ensemble**

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010
Par suite d'un examen stratégique, nous avons annoncé, le 20 juin 2011, la conclusion d'un accord définitif visant la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis à PNC Financial Services Group, Inc. Les résultats liés à ces activités ont été classés à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails sur nos activités abandonnées, se reporter à la section Principaux événements de 2011, à la rubrique Rendement financier.

Nous avons déclaré une perte nette de 92 millions de dollars au troisième trimestre terminé le 31 juillet 2011, par rapport à un bénéfice net de 1 276 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la perte nette de 1 658 millions de dollars liée à nos activités abandonnées. La perte diluée par action s'est établie à 0,11 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a affiché un taux négatif de 1,7 %. Notre ratio du capital de première catégorie s'est établi à 13,2 %, en hausse de 30 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Activités poursuivies

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010
Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est établi à 1 566 millions de dollars, en hausse de 182 millions, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies s'est élevé à 1,04 \$, en hausse de 0,12 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 16,7 %, en hausse de 110 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Le bénéfice net du secteur Services bancaires canadiens s'est élevé à 855 millions de dollars, en hausse de 89 millions, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète la forte croissance des volumes dans la plupart de nos secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite, et par l'augmentation des coûts de marketing.

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine s'est établi à 179 millions de dollars, soit une baisse de 6 millions, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant certains ajustements

comptables et fiscaux comptabilisés à la période précédente, le bénéfice net a progressé de 32 millions de dollars, ou 22 %, en raison principalement de l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients.

Le bénéfice net du secteur Assurances s'est élevé à 144 millions de dollars, en baisse de 9 millions, ou 6 %, résultat qui tient principalement à la diminution des gains nets sur placements, laquelle a été neutralisée en partie par la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance automobile et des activités de réassurance. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence favorable d'un nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni.

Le bénéfice net du secteur Services bancaires internationaux s'est chiffré à 31 millions de dollars, en baisse de 5 millions, ou 14 %. Ce résultat tient principalement aux résultats à la baisse tirés des services bancaires dans les Antilles, lesquels reflètent la diminution des volumes de prêts aux entreprises, la compression des écarts et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée principalement à deux comptes. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par les résultats à la hausse de RBC Dexia IS.

Le bénéfice net du secteur Marchés des Capitaux s'est élevé à 277 millions de dollars, en hausse de 76 millions, ou 38 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant certains éléments liés au marché et au crédit, le bénéfice net a progressé de 19 millions de dollars, ou 6 %, en raison de la forte croissance de nos services à la grande entreprise et de banque d'investissement, laquelle reflète l'amélioration des activités des clients. Ce résultat a été en très grande partie neutralisé par la baisse considérable des résultats tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe.

Le bénéfice net de 80 millions de dollars du secteur Services de soutien généraux pour le trimestre considéré provient essentiellement des ajustements favorables nets visant les impôts, comparativement à un bénéfice net de 43 millions à l'exercice précédent.

Les résultats excluant les ajustements et les éléments constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse de ces ajustements et de ces éléments, et pour un rapprochement, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011
Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est élevé à 1 566 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 13 millions par rapport au dernier trimestre, qui découle principalement du recul de 354 millions, ou 58 %, des revenus tirés des activités de négociation, lequel concerne principalement nos activités sur les marchés financiers mondiaux et reflète les conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées ces activités. Ce résultat a été neutralisé en partie par la solidité continue de nos services à la grande entreprise et de banque d'investissement, les revenus tirés de ces services ayant augmenté de 87 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, et par le fait qu'un bénéfice net de 80 millions a été enregistré au cours du trimestre considéré pour le secteur Services de soutien généraux, reflétant les ajustements favorables visant les impôts, comparativement à une perte nette de 90 millions au trimestre précédent. Les facteurs saisonniers liés à nos services bancaires, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus que le trimestre précédent, ont également eu une incidence favorable sur nos résultats.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est élevé à 5 049 millions de dollars, en hausse de 678 millions, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois, le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies s'est établi à 3,38 \$, en hausse de 0,46 \$ par rapport à l'exercice précédent, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies s'est élevé à 18,4 %, comparativement à 17 % à l'exercice précédent.

La hausse du bénéfice net tient à la solide croissance de 309 millions de dollars, ou 14 %, du bénéfice du secteur Services bancaires canadiens, laquelle découle de la forte croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité et de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que de la hausse de 126 millions, ou 26 %, du bénéfice du secteur Gestion de patrimoine, laquelle tient essentiellement à l'augmentation de la

moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. Le bénéfice du secteur Assurances s'est accru de 57 millions de dollars, ou 15 %, résultat qui est principalement attribuable à la réduction des coûts liés aux sinistres. Le bénéfice à la hausse de 62 millions de dollars enregistré par le secteur Services bancaires internationaux reflète l'amélioration des résultats de RBC Dexia IS, notre coentreprise, et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires dans les Antilles. Le bénéfice du secteur Marchés des Capitaux a progressé de 23 millions de dollars, ou 2 %, en raison de la forte croissance de nos services à la grande entreprise et de banque d'investissement, laquelle a été en grande partie neutralisée par la diminution du bénéfice lié aux activités de négociation de titres à revenu fixe.

Activités abandonnées

La perte nette liée aux activités abandonnées, chiffrée à 1 658 millions de dollars, comprenait la perte liée à la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, établie à 1 573 millions, et une perte nette d'exploitation de 85 millions, comparativement à une perte nette d'exploitation de 108 millions à l'exercice précédent. La perte nette liée à la vente annoncée correspondait à l'écart entre le prix de vente et la valeur comptable de notre placement, qui se compose principalement d'actifs incorporels tels que l'écart d'acquisition, ainsi que de dépôts de base.

La perte nette pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, chiffrée à 1 796 millions de dollars, comprenait la perte liée à la vente annoncée, comme il a déjà été mentionné, ainsi qu'une perte nette d'exploitation de 223 millions, comparativement à une perte nette d'exploitation de 269 millions à l'exercice précédent.

Pour plus de détails sur la vente annoncée de nos services bancaires de détail aux États-Unis, se reporter à la section Principaux événements de 2011, à la rubrique Rendement financier.

Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

Le tableau suivant présente l'incidence estimative du change sur les principaux postes des états des résultats :

	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le
	Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011	Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
Incidence sur le bénéfice liée aux activités poursuivies :			
<i>augmentation (diminution)</i>			
Total des revenus	5 \$	(75)\$	(355)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	—	—	—
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	—	5	30
Frais autres que d'intérêt	—	60	210
Bénéfice net	5	(5)	(65)
Incidence sur le bénéfice par action liée aux activités poursuivies :			
De base	— \$	— \$	(0,05)\$
Diluée	— \$	— \$	(0,05)\$

Le tableau suivant illustre les variations des taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Dollar américain	1,039	1,039	0,957	1,023	0,958
Livre sterling	0,637	0,636	0,635	0,635	0,618
Euro	0,720	0,729	0,764	0,731	0,711

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, les fluctuations des taux de change influent sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Principaux événements de 2011 (résultats sur neuf mois)

BlueBay Asset Management plc (BlueBay) : Le 17 décembre 2010, nous avons finalisé l'acquisition de BlueBay, opération qui a donné lieu à une augmentation d'environ 39,1 milliards de dollars de ses biens sous gestion. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2011, nos résultats trimestriels tiennent compte des résultats de BlueBay pour un trimestre complet, lesquels sont présentés avec un décalage de un mois. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Règlement intervenu avec MBIA Inc. (MBIA) : Le 31 décembre 2010, un règlement est intervenu avec MBIA relativement à la résiliation de la police d'assurance souscrite directement auprès de cet assureur

spécialisé. Les deux parties ont également convenu de mettre fin à leurs poursuites judiciaires respectives. Cela a donné lieu à la comptabilisation, au premier trimestre de 2011, d'un gain de 102 millions de dollars (49 millions après impôts et écritures de compensation) découlant principalement de la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA.

Liberty Life Insurance Company (Liberty Life) : Le 29 avril 2011, nous avons mené à terme le dessaisissement de Liberty Life. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Activités abandonnées : Le 20 juin 2011, nous avons annoncé la conclusion d'un accord définitif visant la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis à PNC Financial Services Group, Inc., en contrepartie d'un montant d'environ 3,66 milliards de dollars US, qui comprend 3,5 milliards de dollars US pour l'achat de RBC Bank (USA) et 163 millions de dollars US pour l'achat des actifs connexes liés aux cartes de crédit. L'opération est assujettie aux conditions de clôture usuelles, notamment l'approbation par les autorités de réglementation, et elle devrait être conclue en mars 2012. En raison de cette annonce, nous avons classé une importante majorité de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis à titre d'activités abandonnées.

Nous continuerons d'offrir certains services bancaires aux États-Unis afin de répondre aux besoins de nos clients canadiens aux États-Unis. Les résultats liés à ces services sont compris dans les activités poursuivies du secteur Services bancaires internationaux. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Résultats liés aux activités poursuivies

L'analyse qui suit porte sur nos résultats liés aux activités poursuivies déclarés.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010 (1)	31 juillet 2011	31 juillet 2010 (1)
Revenu d'intérêt	4 773 \$	4 651 \$	4 418 \$	14 197 \$	13 130 \$
Frais d'intérêt	2 066	2 102	1 830	6 339	5 402
Revenu net d'intérêt	2 707 \$	2 549 \$	2 588 \$	7 858 \$	7 728 \$
Services de placement (2)	1 331	1 345	1 148	3 969	3 444
Assurances (2)	1 354	1 304	1 759	3 582	4 467
Activités de négociation	(135)	294	(220)	894	1 054
Services bancaires (2)	860	801	790	2 509	2 278
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	363	352	295	1 210	856
Autres (2)	310	321	300	929	742
Revenus autres que d'intérêt	4 083 \$	4 417 \$	4 072 \$	13 093 \$	12 841 \$
Total des revenus	6 790 \$	6 966 \$	6 660 \$	20 951 \$	20 569 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	388 \$	313 \$	368 \$	970 \$	1 102 \$
Revenus autres que d'intérêt	(135)	294	(220)	894	1 054
Total	253 \$	607 \$	148 \$	1 864 \$	2 156 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit					
Taux d'intérêt et crédit	109 \$	436 \$	28 \$	1 251 \$	1 551 \$
Titres de participation	62	94	15	353	264
Opérations de change et opérations sur marchandises	82	77	105	260	341
Total	253 \$	607 \$	148 \$	1 864 \$	2 156 \$

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, nous avons reclassé certains montants liés aux ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction dans le secteur Marchés des Capitaux, qui étaient précédemment présentés au poste Autres, aux revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt, de manière à mieux refléter leur nature. Les chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

(2) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2010 pour une définition de ces catégories.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010
Le total des revenus a augmenté de 130 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation a été contrebalancée en partie par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien, qui a entraîné une diminution des revenus d'environ 75 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 119 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la forte croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus tirés des activités d'investissement ont progressé de 183 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise, ainsi que des ventes nettes positives, lesquelles ont également occasionné l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des activités d'assurance ont diminué de 405 millions de dollars, ou 23 %, car les résultats de l'exercice précédent englobaient les revenus de Liberty Life, une société que nous avons vendue au deuxième trimestre de 2011.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 85 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et des revenus autres que d'intérêt, a atteint 253 millions de dollars, en hausse de 105 millions, ou 71 %. En excluant certains éléments liés au marché et au crédit, le total des revenus tirés des activités de négociation a subi une baisse de 15 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient essentiellement à l'importante diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe. Les conditions dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation se sont détériorées au cours du trimestre, ce qui a entraîné une baisse marquée des volumes de transactions des clients et la réduction des liquidités sur le marché, particulièrement en ce qui concerne les activités de négociation de titres à revenu fixe en Europe et

aux États-Unis, compte tenu de la plus grande incertitude entourant l'économie.

Les revenus tirés des services bancaires se sont accrus de 70 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la forte croissance des revenus tirés des activités de syndication de prêts et des revenus sur cartes.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont augmenté de 68 millions de dollars, ou 23 %, résultat qui reflète principalement la forte croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts et l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition.

Les autres revenus ont progressé de 10 millions de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la hausse des gains nets sur certains titres disponibles à la vente. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence favorable d'un ajustement comptable lié à la conversion de certains titres disponibles à la vente du secteur Gestion de patrimoine.

Pour plus de détails sur l'incidence des taux de change sur nos revenus, se reporter à la rubrique Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés.

Les revenus excluant certains éléments liés au marché et au crédit constituent des mesures hors PCGR. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total des revenus a diminué de 176 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement la détérioration continue des conditions dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation, laquelle a entraîné une baisse importante des revenus tirés des activités de négociation, principalement en ce qui concerne les titres à revenu fixe (à l'extérieur du Canada). Ce facteur a été neutralisé en partie par l'incidence favorable de facteurs saisonniers, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus que le trimestre précédent, la croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, la hausse des revenus tirés des activités d'assurance, l'accroissement des activités de syndication de prêts et des activités de montage, et les activités de fusion et d'acquisition. Les gains liés à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement, des pertes à ce titre ayant été comptabilisées au trimestre précédent, ont également neutralisé en partie la diminution des revenus.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 382 millions de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, des ventes nettes, de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise, et de la hausse des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi attribuable à la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, à la croissance élevée des activités de montage, des activités de syndication de prêts et des activités de fusion et d'acquisition, ainsi qu'à la hausse des gains nets sur certains titres disponibles à la vente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des revenus tirés des activités d'assurance découlant de la vente de Liberty Life, par la baisse des revenus tirés des activités de négociation reflétant la baisse des volumes de transactions des clients et la diminution des liquidités sur le marché, ainsi que par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, de 275 millions de dollars, a diminué légèrement par rapport à l'exercice précédent et reflète la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada et la baisse des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises au Canada, facteurs neutralisés en grande partie par la hausse des dotations liées au portefeuille de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 34 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances, laquelle reflète essentiellement l'augmentation des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles et au Canada et au portefeuille de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux, facteur neutralisé en partie par la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui s'établit à 740 millions de dollars, a diminué de 217 millions, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la baisse de 214 millions de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances, laquelle reflète en grande partie la diminution des dotations liées au portefeuille de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux et à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles et au Canada, ainsi que la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 377 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent, et ont augmenté de 61 millions, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 953 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Assurances.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Salaires	1 023 \$	994 \$	951 \$	3 027 \$	2 811 \$
Rémunération variable	698	872	643	2 616	2 487
Avantages sociaux	343	351	281	1 053	862
Rémunération à base d'actions	48	46	33	176	140
Ressources humaines	2 112 \$	2 263 \$	1 908 \$	6 872 \$	6 300 \$
Autres charges	1 386	1 380	1 260	4 019	3 652
Frais autres que d'intérêt	3 498 \$	3 643 \$	3 168 \$	10 891 \$	9 952 \$

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 330 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris notre acquisition de BlueBay, les initiatives liées à nos services de banque d'investissement et l'accroissement de l'effectif. L'augmentation est aussi imputable à la hausse de la charge de retraite et de la rémunération variable, ainsi qu'à l'augmentation des pertes diverses et des coûts de marketing. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 145 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la réduction de la rémunération variable, laquelle reflète les résultats à la baisse tirés des activités de négociation, facteur neutralisé en partie par l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus que le trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 939 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'accroissement de l'effectif, notre

acquisition de BlueBay, et les initiatives liées à nos services de banque d'investissement. L'augmentation est aussi imputable à la hausse de la charge de retraite, à l'augmentation de la rémunération variable, et à la hausse des honoraires et des pertes diverses. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la reprise de la tranche restante de la provision au titre du litige lié à Enron de 53 millions de dollars, qui a occasionné une baisse des frais autres que d'intérêt pour cette période. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Bénéfice avant charge d'impôts lié aux activités poursuivies	1 935 \$	2 061 \$	1 756 \$	6 588 \$	5 975 \$
Impôts sur les bénéfices	347	455	346	1 461	1 532
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies (1)	17,9 %	22,1 %	19,7 %	22,2 %	25,6 %

(1) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010
La charge d'impôts est demeurée inchangée par rapport à l'exercice précédent, malgré la hausse des bénéfices avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 17,9 %, soit une baisse de 1,8 % par rapport à l'exercice précédent, qui tient en grande partie à la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011
La charge d'impôts a reculé de 108 millions de dollars, ou 24 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de la diminution des bénéfices avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 17,9 %, en baisse de 4,2 %, en raison principalement des ajustements favorables nets visant les impôts, facteur neutralisé en partie par la hausse, ce trimestre, des bénéfices déclarés dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

La charge d'impôts a diminué de 71 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, malgré la hausse des bénéfices avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 22,2 %, en baisse de 3,4 %, résultat qui tient principalement à une réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes et à des ajustements nets favorables plus élevés visant les impôts.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2010, à l'exception de ce qui est expliqué ci-après. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

Nous décrivons ci-après les principaux changements apportés à nos secteurs d'exploitation au cours des neuf premiers mois de 2011. Sauf indication contraire, les chiffres correspondants ont été révisés et cette révision n'a eu aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Premier trimestre de 2011

Nous avons reclassé certains montants liés aux ajustements de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction dans le secteur Marchés des Capitaux, qui étaient précédemment présentés au poste Autres, aux revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt, de manière à mieux refléter leur nature.

Nous avons effectué des changements organisationnels dans le secteur Gestion de patrimoine, afin de mieux assurer la concordance de notre structure d'exploitation et de nos objectifs et d'accélérer la mise en œuvre de notre stratégie aux fins de notre croissance à l'échelle mondiale.

Nous avons réaligné le secteur Marchés des Capitaux afin de mieux refléter la façon dont nous gérons nos secteurs (1).

- Le secteur d'activité Marchés Mondiaux se compose des services de négociation de titres à revenu fixe, des opérations de change, des activités de vente et de négociation de titres de participation, de la trésorerie, des activités de financement et des activités liées au marché des marchandises, des opérations de négociation pour compte propre et de la tranche résiduelle du portefeuille de titres garantis par des créances de sociétés.
- Le secteur d'activité Services à la grande entreprise et banque d'investissement se compose des activités de montage de prêts et de titres de participation, des services-conseils, des activités de syndication de prêts, des prêts aux grandes entreprises, des opérations de titrisation auprès de clients, du groupe Crédits mondiaux, des services de recherche visant les valeurs mobilières, des placements privés ainsi que des services bancaires commerciaux et des opérations par correspondants bancaires.

- Le secteur d'activité Autres se compose d'activités existantes et comprend nos contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques, les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis, les titres à enchères aux États-Unis et certains autres portefeuilles existants. Certains de ces produits sont également présentés comme des éléments liés au marché et au crédit, comme il est décrit dans notre rapport annuel 2010.

Nous avons révisé notre méthode d'attribution du capital économique de façon prospective de manière à refléter une attribution proportionnelle aux secteurs d'exploitation de capital non attribué précédemment. La méthode d'attribution révisée assure une plus grande concordance de nos processus d'attribution du capital et des nouvelles exigences accrues de l'accord de Bâle III visant le capital.

Troisième trimestre de 2011

Par suite du classement de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis dans les activités abandonnées, le secteur Services bancaires internationaux comprend les services bancaires dans les Antilles, RBC Dexia Investor Services, une coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, et certains services bancaires aux États-Unis, y compris nos services bancaires transfrontaliers existants. Pour plus de détails sur la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis, se reporter à la section Principaux événements de 2011, à la rubrique Rendement financier, ainsi qu'à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires.

(1) En ce qui concerne les activités de montage de prêts et de titres de participation, les revenus sont attribués aux Marchés Mondiaux et aux Services à la grande entreprise et banque d'investissement, en fonction de l'apport de chaque groupe et conformément à l'entente conclue.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par

secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la

comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2010.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour le trimestre terminé le								30 avril 2011	31 juillet 2010	
	31 juillet 2011							Total			Total
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	836 \$	170 \$	141 \$	25 \$	260 \$	70 \$	(156)\$		1 442 \$	1 211 \$	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	836	170	141	25	260	70	1 502		1 515	1 319	
Moyenne du capital de risque lié aux activités poursuivies (2)	8 500 \$	1 350 \$	1 650 \$	1 400 \$	8 400 \$	1 000 \$	22 300 \$		21 700 \$	17 800 \$	
Ajouter : Écart d'acquisition et capital incorporel	2 150	3 850	100	1 850	1 000	600	9 550		9 550	8 450	
Sous-attribution de capital	–	–	–	–	–	950	950		550	3 600	
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées							2 900		3 600	3 650	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	10 650 \$	5 200 \$	1 750 \$	3 250 \$	9 400 \$	2 550 \$	35 700 \$		35 400 \$	33 500 \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31,2 %	12,9 %	31,5 %	3,1 %	11,0 %	n.s.	(1,7)%		16,7 %	14,3 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités poursuivies							16,7 %		17,6 %	15,6 %	
Rendement du capital de risque	39,0 %	49,0 %	34,1 %	7,2 %	12,3 %	n.s.	(2,6)%		24,9 %	24,3 %	
Rendement du capital de risque lié aux activités poursuivies							26,8 %		28,8 %	29,6 %	

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour la période de neuf mois terminée le								31 juillet 2010	
	31 juillet 2011							Total		Total
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 533 \$	594 \$	426 \$	143 \$	1 246 \$	(86)\$	3 060 \$		3 908 \$	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	2 533	594	426	143	1 246	(86)	4 856		4 177	
Moyenne du capital de risque lié aux activités poursuivies (2)	8 050 \$	1 300 \$	1 650 \$	1 350 \$	8 300 \$	1 000 \$	21 650 \$		17 350 \$	
Ajouter : Écart d'acquisition et capital incorporel	2 100	3 650	150	1 900	1 000	550	9 350		8 400	
Sous-attribution de capital	–	–	–	–	–	750	750		3 650	
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées							3 450		3 550	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	10 150 \$	4 950 \$	1 800 \$	3 250 \$	9 300 \$	2 300 \$	35 200 \$		32 950 \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33,4 %	16,1 %	31,3 %	5,9 %	17,9 %	n.s.	11,6 %		15,9 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités poursuivies							18,4 %		17,0 %	
Rendement du capital de risque	42,1 %	60,7 %	34,0 %	14,2 %	20,0 %	n.s.	17,2 %		27,2 %	
Rendement du capital de risque lié aux activités poursuivies							30,1 %		32,3 %	

- (1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles, ainsi qu'au risque d'assurance. Se reporter à la rubrique Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.
- (3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.
- n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Résultats excluant les ajustements et les éléments concernant le secteur Gestion de patrimoine, les revenus consolidés tirés des activités de négociation et le secteur Marchés des Capitaux

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine, les revenus consolidés tirés des activités de négociation et les résultats du secteur Marchés des Capitaux ont été touchés par certains ajustements et éléments illustrés dans les tableaux ci-dessous. Selon nous, le fait de ne pas tenir compte de ces ajustements ni de ces éléments constitue une mesure plus représentative des résultats tirés de l'exploitation courante des

activités, qui permettra au lecteur de mieux comprendre le point de vue de la direction en ce qui concerne notre performance pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2011, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 30 avril 2011, le cas échéant. Ces mesures ne sont pas établies selon les PCGR, elles n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre terminé le (1)							
	30 avril 2011				31 juillet 2010			
	Ajustements				Ajustements			
	Données présentées	Passif au titre de la rémunération reportée (2)	Ajustement lié à la comptabilisation de l'impôt	Données ajustées	Données présentées	Écart de conversion sur certains titres disponibles à la vente	Ajustement fiscal favorable	Données ajustées
Bénéfice net avant charge d'impôts	294 \$	(31)\$	– \$	263 \$	235 \$	(26)\$	– \$	209 \$
Impôts sur les bénéfices	74	(9)	13	78	50	(2)	14	62
Bénéfice net (perte nette)	220 \$	(22)\$	(13)\$	185 \$	185 \$	(24)\$	(14)\$	147 \$

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour la période de neuf mois terminée le							
	31 juillet 2011				31 juillet 2010			
	Ajustements				Ajustements			
	Données présentées	Passif au titre de la rémunération reportée	Ajustement lié à la comptabilisation de l'impôt	Données ajustées	Données présentées	Écart de conversion sur certains titres disponibles à la vente	Ajustement fiscal favorable	Données ajustées
Bénéfice net avant charge d'impôts	849 \$	(46)\$	– \$	803 \$	640 \$	3 \$	– \$	643 \$
Impôts sur les bénéfices	229	(13)	13	229	146	–	44	190
Bénéfice net (perte nette)	620 \$	(33)\$	(13)\$	574 \$	494 \$	3 \$	(44)\$	453 \$

(1) Aucun ajustement n'a été comptabilisé pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011.

(2) Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 27 millions de dollars et les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 4 millions.

Revenus consolidés tirés des activités de négociation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010
Revenus de négociation consolidés	253 \$	607 \$	148 \$
Ajustements de l'évaluation du crédit – MBIA	–	–	100
Contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques	66	16	73
Ajustements de l'évaluation du crédit – autres	34	(32)	74
Ajustements à la juste valeur de titres de créance de RBC	3	9	(24)
Revenus de négociation consolidés – données ajustées	356 \$	600 \$	371 \$

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010
Revenus tirés du secteur Marchés mondiaux (1)	572 \$	924 \$	482 \$
Ajustements de l'évaluation du crédit – MBIA	–	–	100
Ajustements de l'évaluation du crédit – autres	34	(32)	74
Ajustements à la juste valeur de titres de créance de RBC	3	9	(24)
Revenus tirés du secteur Marchés mondiaux – données ajustées (1)	609 \$	901 \$	632 \$
Marchés des Capitaux			
Bénéfice net (perte nette)	277 \$	407 \$	201 \$
Ajustements de l'évaluation du crédit – MBIA	–	–	47
Contrats d'assurance vie détenus par des banques	23	5	25
Ajustements de l'évaluation du crédit – autres	17	(15)	35
Ajustements à la juste valeur de titres de créance de RBC	1	4	(9)
Bénéfice net (perte nette) – données ajustées	318 \$	401 \$	299 \$

(1) Majoration au montant comparable équivalent.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Revenu net d'intérêt	1 990 \$	1 928 \$	1 865 \$	5 894 \$	5 554 \$
Revenus autres que d'intérêt	816	814	763	2 432	2 303
Total des revenus	2 806 \$	2 742 \$	2 628 \$	8 326 \$	7 857 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	254 \$	247 \$	284 \$	758 \$	904 \$
Frais autres que d'intérêt	1 362	1 313	1 243	3 972	3 682
Bénéfice net avant impôts	1 190 \$	1 182 \$	1 101 \$	3 596 \$	3 271 \$
Bénéfice net	855 \$	851 \$	766 \$	2 588 \$	2 279 \$
Revenus par division					
Particuliers clients	1 542 \$	1 519 \$	1 421 \$	4 603 \$	4 259 \$
Services financiers à l'entreprise	690	659	644	2 026	1 903
Solutions cartes et paiements	574	564	563	1 697	1 695
Principales données moyennes figurant au bilan					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31,2 %	33,6 %	34,7 %	33,4 %	36,2 %
Rendement du capital de risque	39,0 %	42,2 %	45,4 %	42,1 %	47,8 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,74 %	2,78 %	2,70 %	2,77 %	2,75 %
Dotations aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,35 %	0,36 %	0,41 %	0,36 %	0,45 %
Levier d'exploitation	(2,8)%	(0,6)%	(0,4)%	(1,9)%	2,7 %
Moyenne du total des actifs productifs (2)	288 200 \$	284 000 \$	274 400 \$	284 900 \$	269 800 \$
Moyenne des prêts et acceptations (2)	289 300	283 800	271 700	284 600	267 100
Moyenne des dépôts	211 000	202 400	193 000	204 900	189 400
Biens administrés	158 600	161 200	141 100	158 600	141 100

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif total.

(2) Le total de la moyenne des actifs productifs et la moyenne des prêts et des acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011, laquelle s'est établie à 40 milliards de dollars et à 3,1 milliards, respectivement (40 milliards et 3 milliards au 30 avril 2011; 37 milliards et 4 milliards au 31 juillet 2010).

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 89 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la solide croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite, et des coûts de marketing.

Le total des revenus s'est accru de 178 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la division Particuliers clients ont progressé de 121 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes liés aux activités de financement aux fins d'accession à la propriété, des dépôts des particuliers et des prêts aux particuliers. L'augmentation tient également à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, laquelle reflète l'appréciation du capital et les ventes nettes de fonds à long terme, et aux écarts plus élevés liés aux dépôts.

Les revenus tirés des Services financiers à l'entreprise ont augmenté de 46 millions de dollars, ou 7 %, en raison de la forte croissance des volumes liés aux dépôts des entreprises et aux prêts aux entreprises.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 11 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète principalement l'augmentation des volumes de transactions sur cartes de crédit, facteur en grande partie neutralisé par la diminution des écarts découlant des prix promotionnels ainsi que par l'incidence des nouveaux règlements visant les cartes de crédit.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 4 points de base, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation des écarts liés aux dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 30 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la diminution des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et de la baisse des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises, laquelle reflète l'amélioration de la conjoncture économique. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 119 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite, de l'accroissement des coûts de marketing liés principalement aux activités de financement aux fins d'accession à la propriété, et de la hausse des pertes diverses. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence de l'entrée en vigueur

de la taxe de vente harmonisée (TVH) en Ontario et en Colombie-Britannique en juillet 2010.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net a augmenté de 4 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence favorable de facteurs saisonniers, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus que le trimestre précédent et la croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la hausse des coûts liés à l'effectif, des pertes diverses et des coûts de marketing. De plus, les résultats du dernier trimestre comprenaient un gain de 29 millions de dollars (21 millions après impôts) à la vente des actions restantes de Visa par le secteur Services bancaires canadiens. La marge nette d'intérêt a reculé de 4 points de base en raison surtout de l'intensification de la concurrence au chapitre des prix concernant les prêts hypothécaires et les dépôts.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 309 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la solide croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite.

Le total des revenus a augmenté de 469 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète en grande partie la solide croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité, l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement et la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 146 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de la diminution des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers non garantis, laquelle reflète l'amélioration de la conjoncture économique.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 290 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite, et de l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Gestion de patrimoine

	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	91 \$	89 \$	75 \$	271 \$	225 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	734	702	594	2 095	1 747
Revenus tirés des transactions et autres revenus	330	420	375	1 185	1 111
Total des revenus	1 155 \$	1 211 \$	1 044 \$	3 551 \$	3 083 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	–	3	–	3
Frais autres que d'intérêt	911	917	806	2 702	2 440
Bénéfice net avant charge d'impôts	244 \$	294 \$	235 \$	849 \$	640 \$
Bénéfice net	179 \$	220 \$	185 \$	620 \$	494 \$
Revenus par division (1)					
Gestion de patrimoine – Canada	421 \$	444 \$	368 \$	1 298 \$	1 103 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (2)	452	507	490	1 478	1 430
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US) (2)	469	527	470	1 511	1 376
Gestion mondiale d'actifs (3)	282	260	186	775	550
Autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,9 %	16,5 %	19,9 %	16,1 %	17,3 %
Rendement du capital de risque	49,0 %	62,9 %	75,9 %	60,7 %	62,6 %
Marge avant impôts (4)	21,1 %	24,3 %	22,5 %	23,9 %	20,8 %
Nombre de conseillers (5)	4 236	4 233	4 388	4 236	4 388
Biens administrés – Total	525 300 \$	537 900 \$	501 000 \$	525 300 \$	501 000 \$
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International	313 700	322 900	308 600	313 700	308 600
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	328 400	341 200	300 100	328 400	300 100
Biens sous gestion	310 200	308 300	251 100	310 200	251 100

	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le	
	Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011	Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains				
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)				
Total des revenus	– \$	(30)\$	(85)\$	
Frais autres que d'intérêt	–	25	70	
Bénéfice net	–	(5)	(15)	
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	0 %	9 %	7 %	

(1) Les montants présentés pour chaque secteur d'activité ont été retraités de manière à refléter les changements organisationnels ayant pris effet le 1^{er} novembre 2010. L'incidence de ces changements sur les chiffres correspondants des périodes précédentes est négligeable.

(2) Comprend les services de gestion de patrimoine aux États-Unis, les services fiduciaires et les services de gestion de patrimoine mondiaux basés au Royaume-Uni, ainsi que les services de gestion de patrimoine sur les marchés émergents.

(3) Comprend les résultats de BlueBay, présentés avec un décalage de un mois.

(4) La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts, divisé par le total des revenus.

(5) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le bénéfice net a diminué de 6 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant certains ajustements comptables et fiscaux comptabilisés à la période précédente, le bénéfice net a progressé de 32 millions de dollars, ou 22 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients.

Le total des revenus a progressé de 111 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada se sont accrus de 53 millions de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

L'accroissement des volumes de transactions a également contribué au résultat à la hausse.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont diminué de 38 millions de dollars, ou 8 %. Libellés en dollars américains, les revenus sont demeurés inchangés. La hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et l'amélioration des écarts ont été en grande partie neutralisés par l'incidence d'un ajustement comptable favorable de 25 millions de dollars US lié à la conversion de certains titres disponibles à la vente à l'exercice précédent, et par la baisse des volumes de transactions ce

trimestre, laquelle reflète les craintes des investisseurs liées au repli de l'économie mondiale.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 96 millions de dollars, ou 52 %, en grande partie en raison de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise, de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 105 millions de dollars, ou 13 %, en raison de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, laquelle reflète principalement la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise, et de la hausse de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus basés sur les commissions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net a reculé de 41 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent. En excluant certains ajustements comptables et fiscaux comptabilisés au trimestre précédent, le bénéfice net a diminué de 6 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la diminution des volumes de transactions reflétant la conjoncture et les

conditions du marché difficiles ce trimestre ainsi que la perte, comparativement à un gain au trimestre précédent, au titre de nos régimes de rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les commissions de performance touchées par BlueBay ce trimestre.

Les résultats excluant certains ajustements comptables et fiscaux constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 126 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. L'accroissement des volumes de transactions a également contribué à l'augmentation.

Le total des revenus a progressé de 468 millions de dollars, ou 15 %, en raison surtout de la hausse de la moyenne des actifs liés aux

services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, des ventes nettes et de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché et la confiance accrue des investisseurs au début de la période. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 262 millions de dollars, ou 11 %, en raison de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, laquelle reflète essentiellement la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise, et de l'augmentation de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus basés sur les commissions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien et par des ajustements comptables liés au passif au titre de la rémunération reportée.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	892 \$	942 \$	1 257 \$	2 866 \$	3 357 \$
Revenu de placement (1)	399	298	454	527	927
Honoraires	61	57	48	185	184
Autres (2)	3	9	–	12	–
Total des revenus	1 355 \$	1 306 \$	1 759 \$	3 590 \$	4 468 \$
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	935 \$	860 \$	1 272 \$	2 247 \$	3 168 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	147	161	187	485	517
Frais autres que d'intérêt	127	137	142	413	407
Bénéfice net avant charge d'impôts	146 \$	148 \$	158 \$	445 \$	376 \$
Bénéfice net	144 \$	146 \$	153 \$	435 \$	378 \$
Revenus par division					
Assurances – Canada	871 \$	648 \$	724 \$	1 907 \$	1 903 \$
Assurances – États-Unis	12	222	517	337	1 281
Assurances – États-Unis (en millions de dollars US)	12	232	494	345	1 227
Assurances et autres activités – International	472	436	518	1 346	1 284
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31,5 %	30,8 %	37,0 %	31,3 %	33,2 %
Rendement du capital de risque	34,1 %	33,3 %	41,5 %	34,0 %	37,5 %
Primes et dépôts (3)	1 212 \$	1 233 \$	1 574 \$	3 761 \$	4 274 \$
Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (1)	280	118	230	31	338

	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le
	Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011	Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling			
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)			
Total des revenus	– \$	(5) \$	(40) \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	5	30
Frais autres que d'intérêt	–	–	–
Bénéfice net	–	–	(5)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	0 %	9 %	7 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	0 %	0 %	3 %

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction. Les placements à l'appui des passifs actuariels sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme détenus à des fins de transaction; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des états consolidés des résultats. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions actuarielles, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Concerne les ajustements au titre de la perte liée à Liberty Life. L'opération a été conclue le 29 avril 2011. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

(3) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le bénéfice net a diminué de 9 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la baisse des gains nets sur placements, facteur neutralisé en partie par la réduction des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance automobile et des activités de réassurance. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence favorable d'un nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni.

Le total des revenus a diminué de 404 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont augmenté de 147 millions de dollars, ou 20 %, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, qui sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des volumes liés à nos produits d'assurances habitation et automobile. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de nos activités d'assurance vie au Canada, laquelle reflète la réduction des dépôts des titulaires de polices et la baisse des gains nets sur placements.

Les revenus tirés du secteur Assurances – États-Unis ont diminué de 505 millions de dollars (482 millions de dollars US), diminution qui tient au fait que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte des revenus de Liberty Life, société que nous avons vendue au deuxième trimestre de 2011.

Les revenus tirés du secteur Assurances et autres activités – International ont subi une baisse de 46 millions de dollars, ou 9 %, résultat qui tient principalement à la plus faible croissance de nos activités de réassurance, qui est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 377 millions de dollars, ou 26 %, en raison essentiellement de la vente de Liberty Life, de la plus faible croissance de nos activités de réassurance et de la réduction de nos volumes d'activités d'assurance vie au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie au Canada.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 15 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de la vente de Liberty Life, laquelle a été neutralisée en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance de nos activités au Canada.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net est demeuré relativement inchangé. La diminution des coûts liés aux sinistres a été largement neutralisée par la baisse des gains nets sur placements et par la diminution du nombre d'ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 57 millions de dollars, ou 15 %, en raison principalement de la diminution des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurance automobile, facteur neutralisé en partie par l'incidence favorable, à l'exercice précédent, d'un nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni.

Le total des revenus a reculé de 878 millions de dollars, ou 20 %, recul essentiellement imputable à la vente de Liberty Life et à la variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance vie au Canada, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes des secteurs Assurances – Canada et Assurances et autres activités – International.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 953 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui tient en grande partie à la vente de Liberty Life et à la variation de la juste valeur des placements garantissant principalement nos obligations au titre des polices d'assurance vie au Canada. La baisse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance et des polices d'assurance automobile a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes des secteurs Assurances – Canada et Assurances et autres activités – International.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 6 millions de dollars, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance de nos activités au Canada, facteur neutralisé en partie par la vente de Liberty Life.

Services bancaires internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Revenu net d'intérêt	143 \$	154 \$	166 \$	464 \$	503 \$
Revenus autres que d'intérêt	247	226	217	707	611
Total des revenus	390 \$	380 \$	383 \$	1 171 \$	1 114 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	37 \$	12 \$	31 \$	60 \$	96 \$
Frais autres que d'intérêt	309	310	300	910	878
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	44 \$	58 \$	52 \$	201 \$	140 \$
Bénéfice net	31 \$	45 \$	36 \$	161 \$	99 \$
Revenus par division					
Services bancaires (1)	197 \$	191 \$	212 \$	614 \$	628 \$
RBC Dexia IS (1)	193	189	171	557	486
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	3,1 %	4,9 %	3,8 %	5,9 %	3,5 %
Rendement du capital de risque	7,2 %	11,7 %	10,9 %	14,2 %	10,1 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,82 %	0,61 %	1,32 %	0,98 %	1,46 %
Moyenne des prêts et acceptations	7 900 \$	8 000 \$	9 400 \$	8 100 \$	8 800 \$
Moyenne des dépôts	24 900	26 200	27 700	25 300	26 900
Biens administrés (2)	2 839 100	2 899 800	2 660 400	2 839 100	2 660 400
Biens sous gestion (2)	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600

	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le
	Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011	Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains, en euros et en dollars de Trinité-et-Tobago			
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)			
Total des revenus	– \$	(10) \$	(50) \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	–	5	35
Bénéfice net	–	(5)	(5)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	0 %	9 %	7 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(1)%	(6)%	3 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	0 %	9 %	7 %

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT Financial Group (RBTT) et de RBC Dexia IS.

(2) Représentent respectivement le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT et de RBC Dexia IS présenté avec un décalage de un mois.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le bénéfice net a diminué de 5 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement des résultats à la baisse tirés des services bancaires dans les Antilles reflétant la baisse des volumes de prêts aux entreprises, la compression des écarts et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée principalement à deux comptes. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par les résultats à la hausse de RBC Dexia IS.

Le total des revenus s'est accru de 7 millions de dollars, ou 2 %.

Les revenus tirés des Services bancaires ont reculé de 15 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète en grande partie l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des Services bancaires sont demeurés inchangés, car la baisse des volumes de prêts aux entreprises, reflétant une conjoncture défavorable, et la compression des écarts liés à nos services bancaires dans les Antilles ont été neutralisées par la croissance des volumes de dépôts.

Les revenus de RBC Dexia IS ont augmenté de 22 millions de dollars, ou 13 %, résultat qui reflète principalement la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, l'augmentation des volumes de transactions et l'accroissement des activités.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 6 millions de dollars, ou 19 %, en raison essentiellement de la hausse des dotations liées à deux comptes commerciaux dans les Antilles. Ce résultat a été neutralisé en partie par la diminution des dotations liées à notre portefeuille de prêts de détail dans les Antilles. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 9 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la hausse observée dans les charges à l'appui de la croissance des activités de RBC Dexia IS et dans les dépenses aux fins des initiatives concernant les services bancaires dans les Antilles.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net a diminué de 14 millions de dollars, ou 31 %, reflétant en grande partie la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui est liée principalement à deux comptes dans les Antilles.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 62 millions de dollars, ou 63 %, résultat qui reflète essentiellement les résultats à la hausse de RBC Dexia IS et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires dans les Antilles. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de pertes liées à nos titres disponibles à la vente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des volumes de prêts aux entreprises et par la compression des écarts liés à nos services bancaires dans les Antilles.

Le total des revenus a augmenté de 57 millions de dollars, ou 5 %, et reflète en grande partie les résultats à la hausse de RBC Dexia IS. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de pertes liées à nos titres disponibles à la vente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des volumes de prêts aux entreprises, par la compression des écarts liés à nos services bancaires dans les Antilles, et par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 36 millions de dollars, ou 38 %, ce qui reflète essentiellement la diminution des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux dans les Antilles.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 32 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités de RBC Dexia IS et de l'augmentation des dépenses aux fins des initiatives concernant les services bancaires dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Marchés des Capitaux

	En date du et pour le trimestre terminé le			En date du et pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt (1)	667 \$	656 \$	638 \$	1 946 \$	2 027 \$
Revenus autres que d'intérêt	496	860	316	2 761	2 367
Total des revenus (1)	1 163 \$	1 516 \$	954 \$	4 707 \$	4 394 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	8 \$	(5)\$	(9)\$	(24)	42 \$
Frais autres que d'intérêt	781	936	674	2 843	2 487
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	374 \$	585 \$	289 \$	1 888 \$	1 865 \$
Bénéfice net	277 \$	407 \$	201 \$	1 297 \$	1 274 \$
Revenus par division (2)					
Marchés mondiaux	572 \$	924 \$	482 \$	2 817 \$	2 983 \$
Services à la grande entreprise et banque d'investissement	658	571	565	1 939	1 549
Autres	(67)	21	(93)	(49)	(138)
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	11,0 %	17,5 %	9,2 %	17,9 %	20,4 %
Rendement du capital de risque	12,3 %	19,6 %	10,5 %	20,0 %	23,3 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,10 %	(0,06)%	(0,12)%	(0,11)%	0,19 %
Moyenne des titres du compte de négociation	152 200 \$	146 600 \$	133 300 \$	145 800 \$	131 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations	29 600	27 800	29 200	28 800	29 900
Moyenne des dépôts	108 600	110 300	95 900	110 700	91 900

	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le
	Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011	Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains, en livres sterling et en euros			
Incidence sur le bénéfice : <i>augmentation (diminution)</i>			
Total des revenus	5 \$	(30)\$	(165)\$
Frais autres que d'intérêt	–	30	100
Bénéfice net	5	–	(35)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	0 %	9 %	7 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	0 %	0 %	3 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(1)%	(6)%	3 %

(1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011 s'élève à 84 millions de dollars (146 millions au 30 avril 2011; 83 millions au 31 juillet 2010). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

(2) Le secteur Marchés des Capitaux a été réaligné au premier trimestre de 2011. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Les conditions dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation se sont détériorées au cours du trimestre, ce qui a entraîné une baisse importante des volumes de transactions des clients et la réduction des liquidités sur les marchés, particulièrement en ce qui concerne les activités de négociation de titres à revenu fixe en Europe et aux États-Unis en raison de la plus grande incertitude entourant l'économie.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 76 millions de dollars, ou 38 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant certains éléments liés au marché et au crédit, le bénéfice net s'est accru de 19 millions de dollars, ou 6 %, en raison de la forte croissance de nos services à la grande entreprise et de banque d'investissement, laquelle reflète l'amélioration des activités des clients. Ce résultat a été en grande partie neutralisé par la baisse marquée des résultats tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe.

Le total des revenus s'est accru de 209 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Marchés Mondiaux ont progressé de 90 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant certains éléments liés au marché et au crédit, les revenus ont diminué de 23 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète la baisse notable des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, facteur neutralisé en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des secteurs géographiques.

Les revenus tirés du secteur Services à la grande entreprise et banque d'investissement se sont accrus de 93 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, et témoignent ainsi de la forte croissance des activités de syndication de prêts aux États-Unis, de l'accroissement des activités de montage de titres de participation aux États-Unis et au Canada, et du niveau élevé d'activités de fusion et d'acquisition au Canada. Les gains découlant de certains placements privés ont également contribué au résultat à la hausse.

Les autres pertes se sont établies à 67 millions de dollars, par rapport à une perte de 93 millions à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la diminution des pertes liées à nos portefeuilles existants.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une dotation à la provision pour pertes sur créances de 8 millions de dollars, par rapport à une reprise sur provision pour pertes sur créances de 9 millions à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement un prêt lié à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, facteur neutralisé en partie par la comptabilisation de reprises. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 107 millions de dollars, ou 16 %, à l'appui principalement des investissements dans les infrastructures et de la croissance des activités, notamment les initiatives concernant nos services de banque d'investissement aux États-Unis et en Europe, ainsi que certains services en Asie.

Les résultats excluant certains éléments liés au marché et au crédit constituent des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée et pour le rapprochement de ces ajustements, se reporter à la rubrique Mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net a diminué de 130 millions de dollars, ou 32 %, résultat qui reflète la détérioration continue des conditions dans lesquelles se

sont exercées les activités de négociation, laquelle a entraîné une baisse importante des revenus tirés de ces activités, principalement en ce qui concerne les titres à revenu fixe (à l'extérieur du Canada). Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la solidité continue de nos services à la grande entreprise et de banque d'investissement, laquelle tient essentiellement à l'augmentation des activités de syndication de prêts aux États-Unis, à l'amélioration des activités de montage de prêts aux États-Unis et à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition aux États-Unis et en Europe.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 23 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent. La forte croissance de nos services à la grande entreprise et de banque d'investissement, et les pertes moins élevées liées à certains portefeuilles existants ont été en partie neutralisées par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et par la hausse des coûts.

Le total des revenus s'est accru de 313 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la forte croissance des activités de montage au Canada et aux États-Unis, de l'accroissement des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis, et du niveau élevé d'activités de fusion et d'acquisition au Canada. Les pertes moins élevées liées à certains portefeuilles existants ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation, principalement en ce qui concerne la négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis et en Europe.

Au cours de la période, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 24 millions de dollars, tandis qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 42 millions a été comptabilisée à la période précédente.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 356 millions de dollars, ou 14 %, principalement à l'appui des investissements dans les infrastructures et de la croissance des activités, y compris les initiatives concernant nos services de banque d'investissement aux États-Unis et en Europe ainsi que certains services en Asie. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par la reprise de la tranche restante de la provision au titre du litige lié à Enron.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre terminé le			En date de et pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(184)\$	(278)\$	(156)\$	(717)\$	(581)\$
Revenus autres que d'intérêt	105	89	48	323	234
Total des revenus (1)	(79)\$	(189)\$	(108)\$	(394)\$	(347)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances (2)	(24)\$	(13)\$	(32)\$	(54)\$	(88)\$
Frais autres que d'intérêt	8	30	3	51	58
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	(63)\$	(206)\$	(79)\$	(391)\$	(317)\$
Bénéfice net (perte nette)	80 \$	(90)\$	43 \$	(52)\$	(153)\$
Titrisation					
Total des créances titrisées vendues et en cours (3)	33 386 \$	33 142 \$	31 780 \$	33 386 \$	31 780 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	1 808	2 750	2 707	6 757	4 217

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la dotation à la provision générale et d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

(3) Le total des créances titrisées vendues et en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels.

(4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisés au Canada et vendues au cours de la période. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités. Ce montant ne tient pas compte des opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'un exercice à l'autre n'est pas pertinente.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge d'impôts de chaque trimestre comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à la majoration des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011 s'est établi à 84 millions de dollars, par rapport à 146 millions au trimestre précédent et à 83 millions à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, le montant porté en déduction s'est élevé à 374 millions de dollars, par rapport à 331 millions à l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2011

Le bénéfice net, qui s'est élevé à 80 millions de dollars, est principalement attribuable aux ajustements nets favorables visant les impôts.

Deuxième trimestre de 2011

La perte nette, qui s'est établie à 90 millions de dollars, tient compte des pertes liées à la variation de la juste valeur de certains dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement, d'un ajustement défavorable visant les impôts et de certains montants liés principalement aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

Troisième trimestre de 2010

Le bénéfice net, qui s'est élevé à 43 millions de dollars, découle principalement d'ajustements nets favorables visant les impôts.

Troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

La perte nette, qui s'est élevée à 52 millions de dollars, tient compte de certains montants liés principalement aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

Troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

La perte nette, qui s'est établie à 153 millions de dollars, reflète essentiellement les ajustements fiscaux et comptables nets défavorables, ainsi que les ajustements comptables cumulatifs défavorables de 51 millions (36 millions après impôts) liés aux activités de titrisation.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et

les conditions du marché, de même que les fluctuations des taux de change. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2011			2010			2009	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Activités poursuivies								
Revenu net d'intérêt	2 707 \$	2 549 \$	2 602 \$	2 610 \$	2 588 \$	2 528 \$	2 612 \$	2 678 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 083	4 417	4 593	4 476	4 072	4 248	4 521	4 543
Total des revenus	6 790 \$	6 966 \$	7 195 \$	7 086 \$	6 660 \$	6 776 \$	7 133 \$	7 221 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	275	241	224	283	277	334	346	596
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 082	1 021	629	1 423	1 459	1 096	1 130	1 322
Frais autres que d'intérêt	3 498	3 643	3 750	3 603	3 168	3 366	3 418	3 364
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 935 \$	2 061 \$	2 592 \$	1 777 \$	1 756 \$	1 980 \$	2 239 \$	1 939 \$
Impôts sur les bénéfices	347	455	659	475	346	535	651	497
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	22	27	29	27	26	23	23	22
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 566 \$	1 579 \$	1 904 \$	1 275 \$	1 384 \$	1 422 \$	1 565 \$	1 420 \$
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	(1 658)	(73)	(65)	(154)	(108)	(93)	(68)	(183)
(Perte nette) bénéfice net	(92)\$	1 506 \$	1 839 \$	1 121 \$	1 276 \$	1 329 \$	1 497 \$	1 237 \$
Bénéfice par action – de base	(0,11)\$	1,01 \$	1,25 \$	0,74 \$	0,85 \$	0,89 \$	1,01 \$	0,83 \$
– dilué	(0,11)\$	1,00 \$	1,24 \$	0,74 \$	0,84 \$	0,88 \$	1,00 \$	0,82 \$
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies – de base	1,05 \$	1,06 \$	1,29 \$	0,85 \$	0,93 \$	0,96 \$	1,06 \$	0,96 \$
– dilué	1,04 \$	1,05 \$	1,28 \$	0,84 \$	0,92 \$	0,95 \$	1,05 \$	0,95 \$
Bénéfice net (perte nette) par secteur lié aux activités poursuivies								
Services bancaires canadiens	855 \$	851 \$	882 \$	765 \$	766 \$	736 \$	777 \$	717 \$
Gestion de patrimoine	179	220	221	175	185	90	219	161
Assurances	144	146	145	27	153	107	118	104
Services bancaires internationaux	31	45	85	(7)	36	51	12	5
Marchés des Capitaux	277	407	613	373	201	502	571	561
Services de soutien généraux	80	(90)	(42)	(58)	43	(64)	(132)	(128)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 566 \$	1 579 \$	1 904 \$	1 275 \$	1 384 \$	1 422 \$	1 565 \$	1 420 \$
(Perte nette) bénéfice net	(92)\$	1 506 \$	1 839 \$	1 121 \$	1 276 \$	1 329 \$	1 497 \$	1 237 \$
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	17,9 %	22,1 %	25,4 %	26,7 %	19,7 %	27,0 %	29,1 %	25,6 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	1,039 \$	1,039 \$	0,992 \$	0,963 \$	0,957 \$	0,973 \$	0,945 \$	0,924 \$

Éléments importants ayant eu une incidence sur nos résultats consolidés

- Au troisième trimestre de 2011, nous avons comptabilisé une perte nette liée aux activités abandonnées de 1 658 millions de dollars, qui découle de la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.
- Au quatrième trimestre de 2010, nous avons comptabilisé une perte de 116 millions de dollars liée à la vente de Liberty Life.
- Certains éléments liés au marché et au crédit ont eu une incidence défavorable sur nos résultats, principalement au dernier trimestre de 2009 et au troisième trimestre de 2010.
- Nous avons comptabilisé une dotation à la provision générale au cours du dernier trimestre de 2009.
- Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés au cours de la période.

Activités poursuivies Analyse des tendances

La conjoncture économique et les conditions du marché se sont, de façon générale, améliorées depuis le dernier trimestre de 2009, mais le trimestre considéré s'est caractérisé par une incertitude concernant le plafond de la dette américaine et par des conditions difficiles sur les marchés mondiaux.

Bien que le bénéfice net ait de façon générale affiché une tendance à la hausse depuis le quatrième trimestre de 2009, en raison de l'amélioration de la conjoncture économique et des conditions du marché, les résultats des deuxième et troisième trimestres de 2011 ont été touchés par les nouvelles incertitudes concernant la conjoncture économique et les marchés.

Les revenus ont fluctué au cours de la période, parallèlement à la fluctuation des revenus tirés des activités de négociation, et ils ont affiché une tendance à la baisse depuis le solide rendement enregistré au premier trimestre de 2011, en raison principalement de la réduction des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant des conditions difficiles dans lesquelles se sont exercées ces activités. Au cours de la période, nous avons enregistré une forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et une amélioration de nos services de banque d'investissement. La

compression des écarts liés à nos services bancaires et à nos services de gestion de patrimoine a eu une incidence défavorable sur les revenus pendant la majeure partie de la période, en raison du maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué considérablement au cours de la période, par rapport aux niveaux élevés comptabilisés au début de la période, résultat qui reflète la stabilisation continue de la qualité des actifs.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles et ont essentiellement affiché une tendance à la baisse en 2011 en raison de la conclusion de la vente de Liberty Life, au deuxième trimestre de 2011. Les résultats des deux trimestres antérieurs avaient également subi l'incidence de la baisse des coûts découlant du recul des ventes de rentes qui a mené à la vente et suivi son annonce. De façon générale, les résultats au cours de la période ont été touchés par des variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui peuvent entraîner une volatilité d'un trimestre à l'autre, par la hausse des coûts tenant à la croissance des volumes, par des ajustements de la provision actuarielle et par des variations des résultats techniques.

Les frais autres que d'intérêt ont fluctué d'un trimestre à l'autre et affiché de façon générale une tendance à la hausse, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, de l'augmentation de la charge de retraite concernant principalement le secteur Services bancaires canadiens, de la prise en compte des résultats de BlueBay, une société que nous avons acquise, et de l'accroissement de la rémunération variable découlant de la hausse des revenus basés sur les commissions.

Notre taux d'imposition effectif, de façon générale, a fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice présenté par nos filiales qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et les ajustements visant les impôts. La réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi au cours de la période a influé sur notre taux d'imposition effectif.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le									Pour la période de neuf mois terminée le					
	31 juillet 2011			30 avril 2011			31 juillet 2010			31 juillet 2011			31 juillet 2010		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	4 808 \$	876 \$	1 106 \$	4 541 \$	1 235 \$	1 190 \$	4 230 \$	1 412 \$	1 018 \$	13 835 \$	3 490 \$	3 626 \$	12 798 \$	4 408 \$	3 363 \$
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 382 \$	80 \$	104 \$	1 253 \$	145 \$	181 \$	1 181 \$	105 \$	98 \$	3 901 \$	466 \$	682 \$	3 133 \$	572 \$	666 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	– \$	(1 658)\$	– \$	– \$	(73)\$	– \$	– \$	(108)\$	– \$	– \$	(1 796)\$	– \$	– \$	(269)\$	– \$
Bénéfice net	1 382 \$	(1 578)\$	104 \$	1 253 \$	72 \$	181 \$	1 181 \$	(3)\$	98 \$	3 901 \$	(1 330)\$	682 \$	3 133 \$	303 \$	666 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

Activités poursuivies

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 201 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient principalement à la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens. Elle est aussi attribuable aux importantes activités de montage et activités de fusion et d'acquisition et à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, par l'augmentation des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite, par l'accroissement des coûts de marketing et par la hausse des pertes diverses.

Le bénéfice net aux États-Unis a reculé de 25 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement des revenus à la baisse tirés des activités de négociation, principalement en ce qui concerne les titres à revenu fixe, et de la réduction des volumes

de transactions du secteur Gestion de patrimoine. Le recul est aussi imputable à l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est accru de 6 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des résultats à la hausse tirés des activités de négociation, les résultats de l'exercice précédent tenant compte d'une perte liée à des actifs couverts par MBIA, et de l'incidence d'ajustements comptables favorables lié à la conversion de titres disponibles à la vente. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport à l'euro. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée principalement à deux comptes s'inscrivant dans le cadre des services bancaires dans les Antilles.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 129 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui tient en grande partie aux ajustements favorables nets visant les impôts dans le secteur Services de soutien généraux. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence favorable de facteurs saisonniers, notamment le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus que le trimestre précédent, et à la croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation, par la baisse des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine découlant des conditions du marché difficiles, par l'accroissement des coûts liés à l'effectif et par la hausse des pertes diverses du secteur Services bancaires canadiens. Les résultats du dernier trimestre tenaient compte d'un gain à la vente de la tranche restante des actions de Visa par le secteur Services bancaires canadiens, qui a eu une incidence favorable sur le bénéfice net de ce trimestre.

Le bénéfice net aux États-Unis a subi une baisse de 65 millions de dollars, ou 45 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète principalement la diminution des revenus tirés des activités de négociation en raison de l'importante diminution des volumes de transactions des clients du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de la réduction des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net dans les autres pays a reculé de 77 millions de dollars, ou 43 %, par rapport au dernier trimestre, en raison essentiellement des résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net au Canada s'est accru de 768 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui est en grande partie attribuable à la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et à la croissance élevée de nos activités de montage et de nos activités de fusion et d'acquisition. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux

services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine et à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des coûts liés à l'effectif, y compris la charge de retraite, et par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités.

Le bénéfice net aux États-Unis a diminué de 106 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des coûts à l'appui des investissements dans nos infrastructures et de la croissance des activités du secteur Marchés des Capitaux, ainsi qu'en raison de l'incidence du raffermissement du dollar canadien. La diminution est aussi imputable à la réduction des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine et aux résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net dans les autres pays a progressé de 16 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de la baisse des coûts liés aux sinistres au titre des activités de réassurance. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et par la hausse des coûts à l'appui des investissements dans nos infrastructures et de la croissance des activités du secteur Marchés des Capitaux.

Perte nette liée aux activités abandonnées aux États-Unis

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 1 658 millions de dollars, par rapport à une perte de 108 millions à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la perte nette liée à la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

La perte nette s'est établie à 1 796 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, par rapport à une perte nette de 269 millions à l'exercice précédent, résultat qui tient aussi à la perte nette liée à la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis. Pour plus de détails sur cette vente, se reporter à la section Principaux événements de 2011, à la rubrique Rendement financier, ainsi qu'à la note 7 de nos états financiers consolidés intermédiaires.

Situation financière

Bilans consolidés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010
Actif	12 510 \$	8 361 \$	8 156 \$
Encaisse et montants à recevoir de banques	11 548	13 223	11 420
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	193 060	203 142	189 024
Valeurs mobilières			
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	76 900	79 830	68 200
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)			
Prêts de détail	224 452	217 706	210 221
Prêts de gros	64 794	61 193	59 359
Autres actifs – Dérivés	85 228	82 577	96 370
– Autres	62 078	62 885	61 674
Total de l'actif	730 570 \$	728 917 \$	704 424 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts	437 775 \$	423 734 \$	400 177 \$
Autres actifs – Dérivés	88 117	85 762	100 000
– Autres	154 930	168 377	156 114
Débitures subordonnées	7 617	7 603	6 661
Titres de fiducie de capital	–	742	744
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 920	2 264	2 215
Total du passif	690 359 \$	688 482 \$	665 911 \$
Total des capitaux propres	40 211	40 435	38 513
Total du passif et des capitaux propres	730 570 \$	728 917 \$	704 424 \$

(1) L'actif et le passif exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le total de l'actif a augmenté de 26 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 4 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui est principalement attribuable à l'accroissement des volumes de négociation de titres de participation et à l'augmentation des positions liées aux instruments de créance émis par les gouvernements à l'appui des activités, y compris nos activités de négociation liées aux obligations de gouvernements européens.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et de titres empruntés ont progressé de 9 milliards de dollars, ou 13 %, résultat qui tient essentiellement aux nouvelles activités, y compris nos activités de négociation liées aux obligations de gouvernements européens, et à l'augmentation de certaines activités sur le marché.

Les prêts ont augmenté de 20 milliards de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada et de la croissance de nos prêts de gros.

Les actifs dérivés ont diminué de 11 milliards de dollars, ou 12 %, résultat qui s'explique en grande partie par l'augmentation des positions auprès d'une contrepartie centrale et par la réduction de la juste valeur des contrats de change découlant de la dépréciation du dollar américain par rapport aux autres principales devises. Cette diminution a été neutralisée en partie par l'augmentation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises.

Le total du passif s'est accru de 24 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts ont augmenté de 38 milliards de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète principalement la hausse des dépôts à terme fixe tenant à l'augmentation de nos besoins de financement interne et à l'accroissement de la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail par l'entremise de divers réseaux.

Les passifs dérivés ont diminué de 12 milliards de dollars, ou 12 %, résultat qui est en grande partie attribuable aux raisons concernant les actifs dérivés dont il est fait mention ci-dessus.

Les débetures subordonnées ont augmenté de 1 milliard de dollars, ou 14 %, en raison principalement de l'émission nette de titres de créance de rang inférieur.

Les capitaux propres ont augmenté de 2 milliards de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète essentiellement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Notre bilan consolidé a été touché par la conversion de devises, qui a entraîné une réduction du total de notre actif et du total de notre passif d'environ 3 milliards de dollars, en raison du raffermissement du dollar canadien, par rapport à l'exercice précédent.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 34 à 38 de notre rapport annuel 2010.

Opérations de titrisation

Les opérations de titrisation peuvent être utilisées comme un moyen économique de réunir des fonds, par rapport aux coûts relatifs liés à l'émission de titres de créance de gros non garantis. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Troisième trimestre de 2011 (résultats trimestriels)

Au cours du trimestre, nous avons titrisé 3,6 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Une tranche de 1,6 milliard de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 2 milliards (valeur nominale) a été conservée. Nous n'avons titrisé aucun prêt sur cartes de crédit au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2011.

Troisième trimestre de 2011 (résultats sur neuf mois)

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, nous avons titrisé 12 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Une tranche de 6,5 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 5,5 milliards (valeur nominale) a été conservée. Nous avons également titrisé 1,3 milliard de dollars de prêts sur cartes de crédit au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011.

Structures d'accueil

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil, qui ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif. Les structures d'accueil peuvent également être des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui peuvent être inscrites ou non à nos bilans. Se reporter aux notes 1 et 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) et sur celles que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements sur les EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan).

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total de l'actif a augmenté de 2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des soldes des prêts reflétant la croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété et la croissance de nos prêts de gros. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de nos valeurs mobilières imputable en grande partie à la réduction des activités de négociation de titres à revenu fixe, laquelle tient aux conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées ces activités. Les biens acquis en vertu de conventions de revente et de titres empruntés, qui tiennent essentiellement à la réduction de certaines activités sur le marché, ont également contribué à la diminution.

Le total du passif s'est accru de 2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui découle essentiellement des dépôts, lesquels ont augmenté pour les raisons mentionnées ci-dessus. Cette augmentation a été neutralisée en grande partie par la baisse des autres passifs relatifs aux titres vendus à découvert, qui reflète en grande partie la réduction des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant des conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées ces activités.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 juillet 2011		30 avril 2011		31 juillet 2010	
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables importants (3) :						
Conduits multicédants (4)	22 498 \$	22 811 \$	21 007 \$	21 294 \$	22 721 \$	23 030 \$
EDDV de financement structuré (5)	4 166	1 897	4 233	2 035	4 778	2 064
EDDV de création de produits de crédit	251	18	249	18	515	19
Fonds de placement	128	34	108	34	109	33
Autres	312	88	198	52	210	80
	27 355 \$	24 848 \$	25 795 \$	23 433 \$	28 333 \$	25 226 \$

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) À l'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) le 1^{er} novembre 2011, certaines EDDV seront consolidées ou déconsolidées.
- (4) Représente seulement les conduits multicédants que nous gérons.
- (5) Les chiffres correspondants au 31 juillet 2010 ont été révisés de manière à présenter l'information concernant une entité donnée sur une base nette, plutôt que sur une base brute comme c'était le cas précédemment. Le total de l'actif brut et de l'actif net lié à cette entité au 31 juillet 2010 se chiffre à 3 946 millions de dollars et à 448 millions, respectivement.

Le risque de perte maximal a diminué depuis l'exercice précédent, en raison de la baisse générale de la demande des clients concernant principalement les conduits multicédants gérés par RBC. L'amélioration des conditions commerciales au cours du trimestre a occasionné un accroissement des activités liées aux conduits multicédants et une hausse correspondante du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés, par rapport au trimestre précédent.

Une tranche d'environ 94 % des actifs dans des EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 94 % à l'exercice précédent et à 93 % au trimestre précédent. Dans le cas des conduits multicédants, 99 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, par rapport à 96 % à l'exercice précédent et à 97 % au trimestre précédent.

Toutes les transactions financées par les conduits multicédants non consolidés sont assorties d'une cote attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Dans le cas des EDDV de financement structuré, 83 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 98 % à l'exercice précédent et à 83 % au trimestre précédent. La baisse de qualité du portefeuille d'EDDV de financement structuré par rapport à l'exercice précédent est principalement liée à deux fiducies de prêts aux étudiants dont la cote a été abaissée en raison de préoccupations concernant le rendement des actifs et la gouvernance des fiducies.

Environ 77 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent des États-Unis, comparativement à 76 % à l'exercice précédent et à 77 % au trimestre précédent. Environ 13 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent du Canada, comparativement à 14 % à l'exercice précédent et à 13 % au trimestre précédent. La diminution des actifs provenant du Canada depuis l'exercice précédent reflète principalement l'amortissement des transactions en cours.

Les actifs dans les EDDV non consolidées au 31 juillet 2011 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,7 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Les conduits multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs, et les conduits multicédants aux États-Unis comprennent 1,7 milliard de dollars de titres adossés à des actifs.

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux conduits multicédants. La valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a totalisé 22,9 milliards de dollars, soit un résultat en baisse de 225 millions, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, et en hausse de 1,5 milliard, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'est élevé à 1,4 milliard de dollars, en baisse de 162 millions par rapport à l'exercice précédent et de 2 millions par rapport au trimestre précédent. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont totalisé 2,2 milliards de dollars, en baisse de

109 millions par rapport à l'exercice précédent et en hausse de 79 millions par rapport au trimestre précédent. La diminution des facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournis aux conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflète en grande partie le raffermissement du dollar canadien. L'augmentation par rapport au trimestre précédent reflète l'amélioration des conditions commerciales au cours de la période, laquelle a occasionné une légère augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants.

Le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 15,2 milliards de dollars, en hausse de 1,4 milliard, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 735 millions, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent. Une tranche de 71 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu la cote la plus élevée des agences de notation qui évaluent le PCAA. La tranche restante du papier commercial a obtenu la troisième cote en importance attribuée par ces agences de notation, comparativement à 67 % à l'exercice précédent et à 70 % au trimestre précédent. L'augmentation du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent et au trimestre précédent reflète principalement le plus grand recours au papier commercial par les clients, facteur neutralisé en partie par l'amortissement des transactions en cours.

Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter les liquidités générales du programme. La juste valeur de nos placements s'élève à 162 millions de dollars, en hausse de 146 millions par rapport à l'exercice précédent et de 144 millions par rapport au trimestre précédent. La variation des placements par rapport à l'exercice et au trimestre précédents reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Garanties

Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties s'est établi à 69 milliards de dollars, comparativement à 74 milliards à l'exercice précédent et à 68 milliards au trimestre précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent tient principalement au nombre moins élevé de dérivés de crédit et de produits à valeur stable. Pour plus de détails sur les garanties, se reporter à la note 14 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit brut par portefeuille et par secteur (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2011						30 avril 2011	31 juillet 2010
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			Risque total (1)	Risque total (1)
	Prêts et acceptations		Autres	Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (2)	Risque total (1)		
En cours	Engagements inutilisés	Risque total (1)					Risque total (1)	
Prêts hypothécaires résidentiels	135 146 \$	20 \$	16 \$	– \$	– \$	135 182 \$	130 373 \$	128 315 \$
Prêts aux particuliers	84 189	73 351	58	–	–	157 598	153 373	138 114
Créances sur cartes de crédit	9 966	30 461	–	–	–	40 427	39 673	36 264
Prêts aux petites entreprises (3)	2 507	4 027	44	–	–	6 578	6 532	5 816
Prêts de détail	231 808 \$	107 859 \$	118 \$	– \$	– \$	339 785 \$	329 951 \$	308 509 \$
Prêts aux entreprises (3)								
Exploitations agricoles	4 893 \$	553 \$	25 \$	– \$	14 \$	5 485 \$	5 488 \$	5 339 \$
Industrie automobile	3 337	2 324	174	–	492	6 327	6 129	5 690
Biens de consommation	5 880	2 523	483	–	217	9 103	9 013	8 998
Énergie	6 034	12 482	2 337	–	1 683	22 536	20 611	17 720
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	3 221	5 883	7 152	75 370	6 345	97 971	101 637	97 334
Industrie forestière	856	359	101	–	4	1 320	1 256	1 302
Produits industriels	4 074	2 221	320	–	138	6 753	6 846	6 646
Mines et métaux	1 008	1 692	668	–	126	3 494	3 047	3 041
Immobilier et secteurs connexes	18 787	3 165	1 048	–	239	23 239	22 206	23 388
Technologie et médias	2 791	3 381	174	–	468	6 814	6 696	6 166
Transport et environnement	4 351	1 969	605	–	476	7 401	7 169	7 733
Autres	21 406	5 338	6 490	14 041	4 587	51 862	50 841	53 304
Organismes souverains (3)	4 970	3 474	25 936	9 675	9 588	53 643	51 437	45 105
Banques (3)	2 304	495	52 241	77 537	30 925	163 502	164 319	136 435
Prêts de gros	83 912 \$	45 859 \$	97 754 \$	176 623 \$	55 302 \$	459 450 \$	456 695 \$	418 201 \$
Risque total	315 720 \$	153 718 \$	97 872 \$	176 623 \$	55 302 \$	799 235 \$	786 646 \$	726 710 \$

(1) Le risque de crédit brut est présenté compte tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accès à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(2) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(3) Se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour obtenir la définition de ces termes.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le risque de crédit brut total a augmenté de 73 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse enregistrée relativement aux portefeuilles de prêts de détail et de gros.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 31 milliards de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement de la forte croissance des prêts de détail, laquelle découle en grande partie de la croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accès à la propriété au Canada. Le recours à des garanties et à des biens donnés en garantie fait partie intégrante de notre processus d'atténuation des risques liés à notre portefeuille de prêts de détail. Les prêts hypothécaires assurés ont représenté 22 % de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, et les prêts aux particuliers garantis ont représenté 56 % du total des prêts aux particuliers en cours.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a augmenté de 41 milliards de dollars, ou 10 %, en raison principalement de l'augmentation des risques liés aux opérations de mise en pension de titres et des autres risques. Les opérations de mise en pension de titres ont augmenté de 24 milliards de dollars, essentiellement dans le secteur Banques, résultat qui reflète principalement les nouvelles activités commerciales, y compris les activités liées aux obligations de gouvernements européens, et l'accroissement de certaines activités sur le marché. Les autres risques se sont accrus de 8 milliards de dollars, résultat qui a trait principalement à la hausse du solde du secteur Autres. Les

engagements inutilisés se sont accrus de 6 milliards de dollars, principalement dans les secteurs Énergie et Industrie automobile. Le taux d'utilisation des prêts s'est établi à 42 %, soit une légère hausse de 2 % par rapport à l'exercice précédent.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le risque de crédit brut total a augmenté de 13 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 10 milliards de dollars, ou 3 %, résultat qui tient en grande partie aux raisons mentionnées précédemment.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a augmenté de 3 milliards de dollars, ou 1 %, l'augmentation concernant principalement les risques liés aux prêts et autres risques. Les prêts et les acceptations en cours ont augmenté de 4 milliards de dollars, dans la plupart des secteurs. Les engagements inutilisés ont augmenté de 3 milliards de dollars, principalement dans le secteur Énergie. Les autres risques ont aussi augmenté de 2 milliards de dollars, la hausse du solde du secteur Autres ayant été neutralisée en partie par la diminution des risques liés aux garanties. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par une baisse de 6 milliards de dollars liée en grande partie aux opérations de mise en pension de titres, qui reflète principalement la réduction des activités sur le marché au cours du trimestre.

Risque de crédit lié à certains pays européens

	Au 31 juillet 2011								Au 31 octobre 2010									
	Prêts et acceptations en cours				Autres risques (1)				Prêts et acceptations en cours				Autres risques (1)					
	Entreprises	Organismes souverains	Institutions financières	Total	Entreprises	Organismes souverains	Institutions financières	Total	Entreprises	Organismes souverains	Institutions financières	Total	Entreprises	Organismes souverains	Institutions financières	Total		
Espagne	105 \$	– \$	– \$	105 \$	146 \$	166 \$	421 \$	733 \$	838 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	101 \$	450 \$	113 \$	664 \$	664 \$
Irlande	–	134	–	134	14	2	197	213	347	–	17	–	17	18	5	620	643	660
Italie	–	–	–	–	114	120	47	281	281	–	–	–	–	78	10	57	145	145
Grèce	–	–	–	–	10	–	–	10	10	–	–	–	–	5	–	–	5	5
Portugal	–	–	–	–	15	2	7	24	24	–	–	–	–	15	1	27	43	43
Total	105 \$	134 \$	– \$	239 \$	299 \$	290 \$	672 \$	1 261 \$	1 500 \$	– \$	17 \$	– \$	17 \$	217 \$	466 \$	817 \$	1 500 \$	1 517 \$

(1) Les autres risques comprennent essentiellement le risque de crédit de contrepartie lié aux produits dérivés, déduction faite d'une garantie de 1 milliard de dollars au 31 juillet 2011 (1 milliard au 31 octobre 2010) le risque lié aux valeurs mobilières et le risque lié aux engagements de crédit inutilisés.

Au cours de la période, l'incertitude économique liée à certains pays européens comme l'Espagne, l'Irlande, l'Italie, la Grèce et le Portugal a continué de s'intensifier. Au 31 juillet 2011, selon nos mesures internes de gestion du risque, notre risque de crédit lié à ces

pays, y compris aux organismes souverains, aux contreparties financières et aux emprunteurs totalisait environ 1,5 milliard de dollars. Ce risque est majoritairement assorti d'une cote de première qualité, et le risque de crédit lié au secteur Organismes souverains est minime.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit – activités poursuivies

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Services bancaires canadiens	254 \$	247 \$	284 \$	758 \$	904 \$
Services bancaires internationaux	37	12	31	60	96
Marchés des Capitaux	8	(5)	(9)	(24)	42
Services de soutien généraux (1)	(24)	(13)	(29)	(54)	(85)
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	(1) \$	– \$	(1) \$	4 \$	3 \$
Prêts aux particuliers	99	95	104	299	333
Créances sur cartes de crédit	92	99	95	285	309
Prêts aux petites entreprises	8	11	8	28	36
Prêts de détail	198	205	206	616	681
Prêts de gros	30	20	25	67	98
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	228	225	231	683	779
États-Unis (2)					
Prêts de détail	3 \$	– \$	– \$	3 \$	– \$
Prêts de gros	(12)	4	17	(27)	64
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	(9)	4	17	(24)	64
Autres pays (2)					
Prêts de détail	8 \$	5 \$	14 \$	22 \$	29 \$
Prêts de gros	48	7	16	57	80
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	56	12	30	79	109
Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	275	241	278	738	952
Dotation à la provision générale (1)	–	–	(1)	2	5
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	275 \$	241 \$	277 \$	740 \$	957 \$

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose principalement de la dotation à la provision générale liée aux activités poursuivies et d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2010.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 275 millions de dollars, légèrement en baisse par rapport à l'exercice précédent.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 30 millions de dollars, ou 11 %, en raison essentiellement de la baisse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit tenant au nombre moins élevé de faillites, ainsi que de la diminution des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises, laquelle reflète l'amélioration de la conjoncture économique. Le recul est aussi attribuable à la diminution des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux particuliers non garantis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 6 millions de dollars, ou 19 %, en raison surtout de la hausse des dotations liées à deux comptes de notre portefeuille de prêts commerciaux dans les Antilles. Ce facteur a été neutralisé en partie par la diminution des dotations liées à notre portefeuille de prêts de détail dans les Antilles.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux s'est établie à 8 millions de dollars, par rapport à un recouvrement de 9 millions à l'exercice précédent, résultat qui reflète en grande partie la dotation liée à un seul prêt de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises dans le secteur Transport et environnement, facteur neutralisé en partie par la comptabilisation de recouvrements.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 34 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète la hausse de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens s'est accrue de 7 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises découlant de la réduction des recouvrements, facteur neutralisé en partie par la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit, laquelle tient au nombre moins élevé de faillites.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 25 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux dans les Antilles et qui concerne principalement deux comptes de ce portefeuille.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux s'est établie à 8 millions de dollars, par rapport à un recouvrement de 5 millions au trimestre précédent, résultat qui tient aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 740 millions de dollars, en baisse de 217 millions, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à la réduction de 214 millions de dollars de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 146 millions de dollars, ou 16 %, en raison de la baisse des radiations liées au portefeuille de prêts sur cartes de crédit tenant au nombre moins élevé de faillites. Le recul est aussi attribuable à la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers non garantis, laquelle reflète l'amélioration de la conjoncture économique.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 36 millions de dollars, ou 38 %, résultat qui reflète essentiellement la réduction des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux dans les Antilles.

Au cours de la période considérée, nous avons comptabilisé une reprise sur provision pour pertes sur créances de 24 millions de dollars dans le secteur Marchés des Capitaux, qui concerne plusieurs prêts, comparativement à une dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances de 42 millions à l'exercice précédent.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010
Services bancaires canadiens	1 313 \$	1 388 \$	1 314 \$
Services bancaires internationaux	722	634	678
Marchés des Capitaux	261	194	497
Services de soutien généraux et autres	68	71	146
Canada			
Prêts de détail	814 \$	835 \$	723 \$
Prêts de gros	579	611	803
États-Unis			
Prêts de détail	6 \$	– \$	– \$
Prêts de gros	134	164	385
Autres pays			
Prêts de détail	237 \$	250 \$	258 \$
Prêts de gros	594	427	466
Total du montant brut des prêts douteux	2 364 \$	2 287 \$	2 635 \$

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 271 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises, facteur neutralisé en grande partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 44 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles, ainsi que des facteurs dont il est fait mention ci-dessus à la rubrique Dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 236 millions de dollars, ou 47 %, résultat qui tient en grande partie au nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Autres services, Immobilier et Industrie automobile, ce qui reflète essentiellement les ventes de prêts et les remboursements effectués.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 77 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 75 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement des radiations liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises et du nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 88 millions de dollars, ou 14 %, en raison surtout du nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts commerciaux dans les Antilles, lequel tient aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus à la rubrique Dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 67 millions de dollars, ou 35 %, résultat qui tient essentiellement à un nouveau prêt douteux lié à un seul prêt aux grandes entreprises dont il est fait mention ci-dessus à la rubrique Dotation à la provision pour pertes sur créances.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010
Provisions spécifiques pour pertes sur créances			
Canada	362 \$	361 \$	418 \$
États-Unis	54	58	99
Autres pays	247	205	258
Total des provisions spécifiques pour pertes sur créances	663	624	775
Provision générale			
Prêts de détail	877 \$	880 \$	849 \$
Prêts de gros	524	522	554
Total de la provision générale	1 401	1 402	1 403
Total de la provision pour pertes sur créances	2 064 \$	2 026 \$	2 178 \$

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 114 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la réduction de 112 millions des provisions spécifiques tenant à l'amélioration générale de la qualité des actifs et aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus à la rubrique Dotation à la provision pour pertes sur créances.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 38 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, compte tenu essentiellement de la hausse de 39 millions des provisions spécifiques reflétant les facteurs dont il est fait mention ci-dessus à la rubrique Dotation à la provision pour pertes sur créances.

Risque de marché

Le tableau ci-après illustre la VAR liée à nos activités de négociation calculée selon l'approche des modèles internes pour laquelle nous avons obtenu une approbation du BSIF. Le capital réglementaire aux fins du risque de marché est attribué en fonction de la VAR uniquement dans le cas des activités pour lesquelles l'approche des modèles internes a été approuvée. Le tableau illustre également l'effet de

diversification, lequel représente l'écart entre la VAR et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

La VAR liée aux ajustements de l'évaluation du crédit et aux produits qui ne sont pas considérés comme faisant partie du portefeuille de négociation n'est pas prise en compte selon l'approche des modèles internes.

VAR par catégorie de risque important

(en millions de dollars canadiens)	VAR liée à l'approche des modèles internes							
	31 juillet 2011				30 avril 2011		31 juillet 2010	
	Au 31 juillet	Pour le trimestre terminé le			Au 30 avril	Pour le trimestre terminé le Moyenne	Au 31 juillet	Pour le trimestre terminé le Moyenne
		Moyenne	Haut	Bas				
Actions	19 \$	19 \$	28 \$	12 \$	24 \$	21 \$	21 \$	18 \$
Change	2	2	3	1	2	2	4	5
Marchandises	2	2	3	1	3	3	2	2
Taux d'intérêt	21	23	29	19	25	27	41	51
Risque spécifique de crédit	19	19	24	18	22	22	19	20
Effet de diversification	(25)	(27)	(34)	(22)	(31)	(38)	(40)	(41)
VAR	38 \$	38 \$	49 \$	29 \$	45 \$	37 \$	47 \$	55 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2011				31 juillet 2010	
	Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois terminée le			Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois terminée le Moyenne
		Moyenne	Haut	Bas		
	Actions	19 \$	19 \$	28 \$	9 \$	21 \$
Change	2	2	8	1	4	5
Marchandises	2	2	4	-	2	3
Taux d'intérêt	21	28	41	19	41	46
Risque spécifique de crédit	19	20	24	18	19	17
Effet de diversification	(25)	(33)	(52)	(22)	(40)	(37)
VAR	38 \$	38 \$	49 \$	29 \$	47 \$	50 \$

Approche des modèles internes**Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010**

La moyenne de la VAR s'est établie à 38 millions de dollars, en baisse de 17 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution de la VAR liée au taux d'intérêt.

L'importante diminution de la VAR liée au taux d'intérêt tient au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques de la fin de 2008, qui reflétaient les niveaux de volatilité plus élevés de la période précédente. La diminution reflète également la réduction de certains risques liés aux portefeuilles de négociation de titres à revenu fixe ce trimestre, et l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

La moyenne de la VAR s'est établie à 38 millions de dollars pour le trimestre, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent. La réduction de l'effet de diversification, qui est passé de 51 % à 42 %, a été en grande partie neutralisée par la réduction de la VAR liée au taux d'intérêt reflétant la réduction de certains risques liés aux portefeuilles de négociation de titres à revenu fixe mondiaux ce trimestre, et par la diminution de la VAR liée au risque spécifique de crédit, entraînée par la réduction de certaines positions générant un rendement élevé.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

La moyenne de la VAR s'est établie à 38 millions de dollars, en baisse de 12 millions par rapport à l'exercice précédent. La baisse tient

principalement à la diminution de la VAR liée au taux d'intérêt, à la hausse de l'effet de diversification, qui est passé de 43 % à 46 %, et à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises.

VAR liée à la gestion

De plus, aux fins de la gestion, nous calculons la VAR de chacune de nos positions de négociation, y compris celles auxquelles s'applique l'approche standardisée d'attribution du capital préconisée par le BSIF. Les produits auxquels s'applique cette approche et qui sont pris en compte dans la VAR liée à la gestion comprennent les titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence et ceux non garantis par une agence, les contrats à valeur stable visant des polices d'assurance détenues par des banques, certaines positions sur les marchés des marchandises et certains dérivés sur actions structurés et dérivés de taux d'intérêt. La VAR relative à ces positions et l'effet de diversification du reste du portefeuille pourraient être assujettis à des limitations additionnelles et pourraient ne pas être calculés au moyen des mêmes techniques que celles appliquées aux positions établies selon l'approche des modèles internes. Par conséquent, la VAR liée à la gestion tient compte de toutes nos activités de négociation, peu importe le traitement du capital. Elle est présentée de manière à assurer la concordance de l'information financière et des mesures de gestion internes qui tiennent compte de toutes les activités de négociation.

Comme c'est le cas pour l'approche des modèles internes, la VAR liée aux ajustements de l'évaluation du crédit et aux produits qui ne sont pas considérés comme faisant partie du portefeuille de négociation n'est pas prise en compte dans la VAR liée à la gestion.

(en millions de dollars canadiens)	VAR liée à la gestion							
	31 juillet 2011				30 avril 2011		31 juillet 2010	
	Au 31 juillet	Pour le trimestre terminé le			Au 30 avril	Pour le trimestre terminé le Moyenne	Au 31 juillet	Pour le trimestre terminé le Moyenne
		Moyenne	Haut	Bas				
Actions	15 \$	10 \$	16 \$	7 \$	11 \$	11 \$	14 \$	15 \$
Change	2	2	3	1	2	2	4	6
Marchandises	2	2	3	1	3	4	5	4
Taux d'intérêt	40	42	48	38	45	47	61	65
Risque spécifique de crédit	19	19	24	18	21	21	19	20
Effet de diversification	(27)	(26)	(32)	(21)	(28)	(30)	(34)	(40)
VAR	51 \$	49 \$	57 \$	43 \$	54 \$	55 \$	69 \$	70 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2011				31 juillet 2010	
	Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois terminée le			Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois terminée le Moyenne
		Moyenne	Haut	Bas		
Actions	15 \$	11 \$	19 \$	7 \$	14 \$	15 \$
Change	2	2	8	1	4	5
Marchandises	2	3	6	1	5	4
Taux d'intérêt	40	47	61	38	61	59
Risque spécifique de crédit	19	20	24	18	19	17
Effet de diversification	(27)	(29)	(40)	(20)	(34)	(40)
VAR	51 \$	54 \$	67 \$	43 \$	69 \$	60 \$

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

La moyenne de la VAR liée à la gestion s'est établie à 49 millions de dollars, en baisse de 21 millions par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques de la fin de 2008, qui reflétaient les niveaux de volatilité plus élevés de la période précédente. La diminution reflète également la réduction de certains risques liés aux portefeuilles de négociation de titres à revenu fixe mondiaux ce trimestre, et l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises.

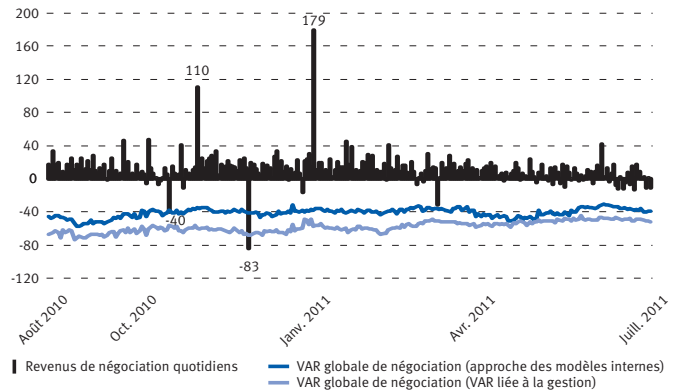
Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

La moyenne de la VAR liée à la gestion s'est élevée à 49 millions de dollars, en baisse de 6 millions par rapport au trimestre précédent, résultat qui découle en grande partie de la réduction de la VAR liée au taux d'intérêt. L'importante diminution de la VAR liée au taux d'intérêt tient au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à la réduction de certains risques liés aux portefeuilles de négociation de titres à revenu fixe mondiaux au cours du trimestre.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

La moyenne de la VAR liée à la gestion s'est chiffrée à 54 millions de dollars, en baisse de 6 millions par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à la réduction de certains risques liés aux portefeuilles de négociation de titres à revenu fixe mondiaux au cours du trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse de l'effet de diversification, qui est passé de 40 % à 35 %.

Revenus de négociation et VAR (1) (en millions de dollars canadiens)



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, à l'exception des revenus liés aux EDDV consolidées.

Au cours du trimestre, nous avons connu 20 séances marquées par des pertes de négociation nettes, et aucune perte subie n'a excédé la VAR. Ces pertes reflètent la détérioration continue des conditions dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation, ce qui a entraîné une baisse importante des revenus tirés des activités de négociation, principalement en ce qui concerne nos titres à revenu fixe. La perte la plus marquée est survenue le 20 juillet 2011, totalisant 13 millions de dollars et elle était due principalement aux ajustements de l'évaluation du crédit ayant trait aux écarts de taux plus considérables des contreparties et aux fluctuations défavorables de certains marchés.

Évaluation du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des

hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du troisième trimestre de 2011, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2011						30 avril 2011		31 juillet 2010	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
Avant l'incidence fiscale d'une :										
augmentation des taux de 100 points de base	(425)\$	8 \$	(417)\$	151 \$	40 \$	191 \$	(290)\$	204 \$	(151)\$	141 \$
diminution des taux de 100 points de base	372	(28)	344	(140)	(18)	(158)	211	(203)	84	(157)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis, y compris les activités poursuivies et les activités abandonnées.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis celui qui est décrit dans notre rapport annuel 2010. Nous continuons de surveiller et, le cas échéant, de modifier nos pratiques aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner pour composer avec les normes de liquidités proposées dans l'accord de Bâle III, dont la mise en œuvre devrait avoir lieu entre 2015 et 2018.

Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, ont augmenté de 0,5 % au cours du trimestre et représentaient 61 % du total de nos dépôts, soit un résultat inchangé par rapport au 30 avril 2011.

Cotes de crédit

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de cotes de crédit concurrentielles. Une révision à la baisse de nos cotes de crédit pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats.

Le 13 décembre 2010, Moody's Investors Service (Moody's) a modifié la cote attribuée à notre dette à long terme de premier rang, la faisant passer de Aaa à Aa1, et elle a fait passer la perspective de négative à stable. Nous considérons qu'il s'agit d'une révision mineure n'ayant eu aucune incidence importante sur nos liquidités, sur notre accès à du financement ou sur la composition de notre passif. À l'exception de ce qui précède, nos cotes de crédit et perspectives demeurent inchangées par rapport à celles du 2 décembre 2010.

Le tableau suivant présente nos principales cotes de crédit et perspectives au 25 août 2011.

	Au 25 août 2011 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa1	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	positive
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1(élevé)	AA	stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion, et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1), (2)	31 juillet 2011					30 avril 2011	31 juillet 2010
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
Financement à long terme non garanti	14 026 \$	20 088 \$	15 763 \$	12 593 \$	62 470 \$	62 222 \$	52 338 \$
Obligations couvertes	179	2 866	3 167	3 478	9 690	9 272	8 125
Débitures subordonnées	71	–	249	7 368	7 688	7 733	6 727
	14 276 \$	22 954 \$	19 179 \$	23 439 \$	79 848 \$	79 227 \$	67 190 \$

(1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne Moins de 1 an.

(2) Les obligations au titre des contrats de location sont présentées uniquement sur une base annuelle.

Gestion du capital

Le tableau qui suit présente notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital sur une base consolidée.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Accord de Bâle II		
	Au		
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010
Capital			
Capital de première catégorie	34 371 \$	34 551 \$	33 466 \$
Capital total	39 578	39 824	36 762
Actif pondéré en fonction des risques			
Risque de crédit	194 098 \$	188 683 \$	193 645 \$
Risque de marché	26 593	24 382	27 287
Risque opérationnel	40 324	40 170	37 834
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	261 015 \$	253 235 \$	258 766 \$
Ratios de capital et coefficients			
Ratio du capital de première catégorie	13,2 %	13,6 %	12,9 %
Ratio du capital total	15,2 %	15,7 %	14,2 %
Coefficient actif-capital (1)	16,4 X	16,3 X	16,5 X
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (2)	10,3 %	10,3 %	9,6 %

- (1) Le coefficient actif-capital au 30 avril 2011 a été redressé afin de refléter la correction du montant brut de l'actif ajusté se rapportant à la période terminée à cette date.
- (2) Le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie n'a pas de définition normalisée en vertu de PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2010.

Notre position de capital est demeurée solide ce trimestre, en raison des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices liés aux activités poursuivies. La perte pour ce trimestre à la vente annoncée de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis a été neutralisée en partie par la réduction correspondante de l'écart d'acquisition porté en déduction de notre capital de première catégorie. Nos ratios de capital demeurent bien supérieurs aux cibles en capital réglementaires établies par le BSIF.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Au 31 juillet 2011, notre ratio du capital de première catégorie était de 13,2 %, et notre ratio du capital total, de 15,2 %.

Notre ratio du capital de première catégorie a augmenté de 30 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des capitaux autogénérés, facteur neutralisé en partie par le rachat d'instruments de capital innovateurs de première catégorie ce trimestre et par l'augmentation des pertes de change non réalisées.

Le ratio du capital total a augmenté de 100 points de base, résultat qui tient aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à la réduction de la déduction au titre de l'assurance découlant de la vente de Liberty Life conclue au deuxième trimestre de 2011 et à l'émission nette de débentures subordonnées.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 2,2 milliards de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque opérationnel découlant de l'augmentation du montant brut des revenus, facteur neutralisé en partie par la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de marché qui tient principalement au fait que le modèle de la VAR ne tient plus compte des scénarios historiques de la fin de 2008, lesquels reflétaient une volatilité accrue par rapport à la période précédente.

Au 31 juillet 2011, notre coefficient actif-capital s'établissait à 16,4 fois, comparativement à 16,5 fois à l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des capitaux, facteur neutralisé en partie par la hausse du montant brut de l'actif ajusté.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Notre ratio du capital de première catégorie a diminué de 40 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques, du rachat d'instruments de capital innovateurs de première catégorie ce trimestre et de la perte liée aux activités abandonnées. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les capitaux autogénérés grâce aux bénéfices liés aux activités poursuivies.

Le ratio du capital total a subi une baisse de 50 points de base, en raison surtout des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 7,8 milliards de dollars, ou 3 %, résultat attribuable à la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de crédit, laquelle tient essentiellement à l'augmentation des risques liés aux prêts de gros et de détail, ainsi qu'à la hausse de l'actif pondéré en fonction des risques lié au risque de marché, laquelle tient en grande partie à la hausse des soldes des portefeuilles de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de l'approche standardisée.

Notre coefficient actif-capital s'est établi à 16,4 fois, comparativement à 16,3 fois au dernier trimestre, et s'explique par l'augmentation du montant brut de l'actif ajusté et par la réduction des capitaux.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le		
	31 juillet 2011			31 juillet 2011		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie						
Actions ordinaires émises						
Dans le cadre de l'acquisition d'une entreprise		6 412	324 \$		6 412	324 \$
Régime de réinvestissement de dividendes (1)		893	54		1 820	106
Options sur actions levées (2)		622	20		2 465	77
Régimes d'épargne et d'actionariat des employés (3)		–	–		1 138	63
Rachat d'instruments de capital innovateurs RBC TruCS – série 2011 (4)	30 juin 2011		750	30 juin 2011		750
Capital de deuxième catégorie						
Émission de débentures subordonnées échéant le 2 novembre 2020 (4)				1 ^{er} novembre 2010		1 500
Rachat de débentures subordonnées échéant le 12 avril 2016 (4)				12 avril 2011		400

- (1) Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2011, nous avons financé notre régime de réinvestissement des dividendes au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, et au cours des trimestres terminés le 30 avril 2011 et le 31 juillet 2011, nous l'avons financé au moyen d'actions autodétenues.
- (2) Le montant reflète les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions, la levée des options sur actions jumelées à des droits à la plus-value des actions, et les attributions assorties de droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
- (3) Actions autodétenues en vertu des régimes d'épargne et d'actionariat des employés. Pour plus de détails, se reporter à la note 21 de nos états financiers consolidés audités de 2010.
- (4) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 31 juillet 2011	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 436 757	13 948 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions autodétenues – actions privilégiées	50	1
Actions autodétenues – actions ordinaires	(1 379)	(62)
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc. (4)	–	–
Options sur actions		
En cours	14 917	
Pouvant être levées	9 147	
Dividendes		
Actions ordinaires		776
Actions privilégiées		64

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.
- (2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.
- (3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.
- (4) Le 2 mai 2011, RBC a exercé son droit de rachat visant toutes les actions échangeables de catégorie B de RBC PH&N Holdings Inc. en circulation et émis des actions ordinaires de RBC en échange. Avant l'échange, un dividende cumulé de 38,5 millions de dollars sur ces actions a été versé.

Au 19 août 2011, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 436 769 301 et à 14 905 375, respectivement. Au 19 août 2011, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à (3 671) et à 1 207 729, respectivement.

Capital économique

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010
Risque de crédit	10 250 \$	9 750 \$	8 450 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	4 400	4 100	3 850
Risque opérationnel	4 150	4 300	2 950
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 900	2 950	2 100
Risque d'assurance	600	600	450
Capital de risque	22 300 \$	21 700 \$	17 800 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	9 550	9 550	8 450
Capital économique	31 850 \$	31 250 \$	26 250 \$
Sous-attribution de capital	950	550	3 600
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires liés aux activités abandonnées	2 900	3 600	3 650
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	35 700 \$	35 400 \$	33 500 \$

Nous avons révisé notre méthode d'attribution du capital économique sur une base prospective, avec prise d'effet au premier trimestre de 2011. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

L'information qui suit comporte une analyse de notre capital économique lié aux activités poursuivies.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Le capital économique a augmenté de 5,6 milliards de dollars, en raison principalement du changement de méthode aux fins de l'attribution du capital, en raison duquel une tranche de 4,9 milliards a été attribuée à différents types de risques et secteurs d'activité. La tranche résiduelle de 700 millions de dollars tient principalement à la hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels découlant de l'acquisition de BlueBay. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution du risque de crédit et du risque de marché (compte non tenu du changement de méthode aux fins de l'attribution du capital). La diminution du risque de crédit tient à la baisse du taux de capital lié aux prêts à intérêts non comptabilisés, et la diminution du risque de marché découle de la réduction des charges liées aux ajustements de l'évaluation du crédit résultant de l'incidence réduite de la crise du crédit, à la fin de 2008 et au début de 2009, sur les calculs du risque de la contrepartie.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2011

Le capital économique a augmenté de 600 millions de dollars, en raison principalement d'une attribution de capital non attribué plus importante, facteur neutralisé en partie par la diminution du risque opérationnel et du risque commercial tenant à la réduction des revenus bruts au cours de la période considérée.

Incidence du capital réglementaire sur l'adoption des IFRS

Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la section Adoption future des Normes internationales d'information financière, à la rubrique Questions en matière de comptabilité et de contrôle.

Information financière supplémentaire

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition nette aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain représente 0,2 % du total de notre actif au 31 juillet 2011, par rapport à 0,3 % à l'exercice précédent.

Troisième trimestre de 2011 par rapport au troisième trimestre de 2010

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 308 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain était auparavant couverte au moyen de swaps sur défaillance assurés par MBIA. L'augmentation de 104 millions de dollars de l'exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain par rapport à l'exercice précédent tient principalement à la résiliation de swaps au premier trimestre de 2011, déduction faite des opérations de couverture et de la vente de titres. Relativement à ces risques potentiels, plus de 25 % de nos placements connexes présentaient au moins une cote A, comparativement à plus de 48 % à l'exercice précédent; la diminution tient essentiellement à la résiliation de swaps dont il est fait mention ci-dessus. Au 31 juillet 2011, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain présentant une cote AAA représentaient 1 % du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 5 % à l'exercice précédent. L'exposition aux prêts à risque aux États-Unis s'établissait à 209 millions de dollars au 31 juillet 2011, soit 0,03 % du total de l'actif. Ce résultat en baisse de 202 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent tient en partie aux remboursements de capital effectués et à l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 284 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 368 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la vente de titres et de l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Moins de 46 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et par la suite. Notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain se chiffrait à 729 millions de dollars au 31 juillet 2011, ce qui représente 0,1 % du total de l'actif. Cette diminution de 362 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent tient en grande partie à l'incidence du raffermissement du dollar canadien et à la vente de titres.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 16 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Nos TGC étaient auparavant couverts au moyen de swaps sur défaillance assurés par MBIA. Ces swaps ont été résiliés au premier trimestre de 2011. Le résultat enregistré constitue une diminution de 3 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, déduction faite des opérations de couverture. La juste valeur des TGC de sociétés, déduction faite des opérations de couverture, se chiffrait à 2,3 milliards de dollars au 31 juillet 2011, soit une hausse de 2 milliards par rapport à l'exercice précédent qui tient principalement à la résiliation, au premier trimestre de 2011, de la police d'assurance souscrite directement auprès de MBIA. Pour plus de détails sur la résiliation des swaps sur défaillance assurés par MBIA, se reporter à la section Principaux événements de 2011, à la rubrique Rendement financier.

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

	Au 31 juillet 2011			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	
(en millions de dollars canadiens)				
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	308 \$	284 \$	16 \$	608 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	4 \$	44 \$	– \$	
AA	52	14	–	
A	23	57	–	
BBB	57	37	–	
Inférieure à BBB-	172	132	16	
Total	308 \$	284 \$	16 \$	608 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	14 \$	5 \$	– \$	
2004	48	73	–	
2005	208	76	16	
2006	38	35	–	
2007 et par la suite	–	95	–	
Total	308 \$	284 \$	16 \$	608 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	159 \$	642 \$	– \$	801 \$
Coût après amortissement des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A transférés dans les prêts en vertu du chapitre 3855	50 \$	87 \$	– \$	137 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	517 \$	1 013 \$	16 \$	1 546 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux du crédit	(8)\$	(9)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(3)	14
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	1	(15)
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	(4)	(8)

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 juillet 2011, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent pas le financement de première qualité ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Au 31 juillet 2011, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 5 256 millions de dollars. En pourcentage du total de notre actif, il s'établissait à 0,7 %.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 194 millions de dollars au 31 juillet 2011.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Au cours de ce trimestre d'importants transferts d'instruments entre les niveaux 1, 2 et 3 ont eu lieu, selon la hiérarchie de la juste valeur définie au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir ». Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Les principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2010. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 60 à 63 de notre rapport annuel 2010.

Modification des conventions comptables et estimations

PCGR du Canada

Nous n'avons adopté aucune nouvelle convention comptable importante au cours du trimestre.

Adoption future des Normes internationales d'information financière (IFRS)

Notre exercice de transition aux fins de la présentation de l'information financière en vertu des IFRS a débuté le 1^{er} novembre 2010. À la page 64 de notre rapport annuel 2010, nous fournissons un aperçu des principales étapes et des activités mises en œuvre depuis 2008 aux fins du passage aux IFRS. Nous avons en grande partie apporté les modifications que nous jugions nécessaires à nos politiques, processus et systèmes, afin de présenter nos résultats financiers en vertu des IFRS à compter de l'exercice 2012, ainsi que les chiffres correspondants de l'exercice 2011.

Nous continuons d'informer régulièrement le Comité de vérification et le Conseil d'administration des progrès accomplis, des répercussions possibles du passage aux IFRS et des répercussions permanentes prévues sur nos résultats financiers et nos activités. Nous les tenons également au courant des faits nouveaux concernant les IFRS et la réglementation connexe. Nous continuons d'offrir des séances de formation aux membres du personnel responsables du passage aux IFRS et à ceux qui sont responsables de la présentation de l'information financière; ces séances sont élaborées en fonction des besoins mis en évidence.

Incidence de l'adoption des Normes internationales d'information financière

L'adoption des IFRS le 1^{er} novembre 2011 entraînera des répercussions en ce qui concerne les décisions prises conformément à IFRS 1 et les choix de conventions comptables que nous effectuerons. IFRS 1 établit les procédures que nous devons suivre pour préparer nos états financiers consolidés pour la première fois en vertu des IFRS. Nous prévoyons prendre des décisions conformément à IFRS 1 en ce qui concerne les éléments suivants : le classement des instruments financiers, les avantages sociaux, les regroupements d'entreprises, les contrats d'assurance et l'écart de conversion cumulé. Des informations concernant ces décisions et nos choix préliminaires sont présentées à la page 64 de notre rapport annuel 2010.

Les décisions prises conformément à IFRS 1 portent sur des éléments clés sur lesquels la transition aura selon nous la plus grande

incidence. Ces éléments sont les suivants : les avantages sociaux, l'écart de conversion cumulé, les opérations de titrisation et les entités à détenteurs de droits variables (décomptabilisation et consolidation), et l'écart d'acquisition. Nous présentons, aux pages 64 et 65 de notre rapport annuel 2010, une description des différences concernant ces éléments qui existent entre les IFRS et les PCGR du Canada, ainsi que les postes des états financiers qui seront touchés. Nous nous attendons également à ce que nos principales conventions comptables en vertu des IFRS soient les mêmes que celles que nous appliquons à l'heure actuelle en vertu des PCGR du Canada. L'information qui suit constitue une mise à jour de l'information présentée dans notre rapport annuel 2010 relativement aux répercussions sur notre bilan d'ouverture en vertu des IFRS qui ont été mises en évidence jusqu'à présent.

Avantages sociaux

Nous prévoyons effectuer le choix aux termes des IFRS et comptabiliser directement dans les bénéfices non répartis tous les gains et pertes actuariels cumulés calculés selon les PCGR du Canada. Des informations concernant nos gains et pertes actuariels cumulés au 31 octobre 2010 sont présentées à la note 20 de nos états financiers consolidés annuels de 2010. En raison de ce choix de convention comptable, nous prévoyons comptabiliser une réduction d'environ 1,4 milliard de dollars des capitaux propres et du capital de première catégorie.

Opérations de titrisation

En vertu des IFRS, la méthode utilisée aux fins de la décomptabilisation des actifs financiers diffère considérablement de celle utilisée aux termes des PCGR du Canada. Nous avons déterminé que la plupart de nos opérations de titrisation ne pourront pas faire l'objet d'une décomptabilisation en vertu d'IAS 39; par conséquent, les actifs et les passifs connexes seront comptabilisés dans notre bilan consolidé, et les gains comptabilisés précédemment seront portés en réduction des bénéfices non répartis dans le cadre de l'ajustement transitoire. Selon nos estimations actuelles, nous prévoyons comptabiliser une diminution d'environ 500 millions de dollars des capitaux propres et une réduction d'environ 400 millions du capital de première catégorie.

Structures d'accueil (entités à détenteurs de droits variables en vertu des PCGR du Canada)

En vertu des IFRS, la consolidation d'une entité est basée sur le fondement du contrôle, qui est plus général que les notions de contrôle des droits de vote et de risque lié aux droits variables prévues par les PCGR du Canada. En raison de cette modification de convention comptable, certaines entités seront dorénavant consolidées, et d'autres ne le seront pas. Selon nos estimations actuelles, nous prévoyons comptabiliser une diminution d'environ 350 millions de dollars des capitaux propres et une réduction d'environ 300 millions de notre capital de première catégorie.

Écart d'acquisition

Nous sommes tenus d'effectuer un test de dépréciation de l'écart d'acquisition au moment de la transition aux IFRS. Nous avons en grande partie achevé ce test au 1^{er} novembre 2010, au niveau des unités génératrices de trésorerie, qui est dans certains cas inférieur au niveau des unités d'exploitation utilisées en vertu des PCGR du Canada. Le test de dépréciation de l'écart d'acquisition compare la juste valeur d'une unité génératrice de trésorerie et sa valeur comptable. Si la juste valeur est inférieure à la valeur comptable, l'écart constitue une preuve qu'une perte de valeur s'est produite. Nous avons effectué un test de dépréciation concernant 10 unités génératrices de trésorerie, et les résultats indiquent que l'écart d'acquisition de nos Services bancaires américains a subi une perte de valeur; en conséquence, une dépréciation de l'écart d'acquisition d'environ 1,26 milliard de dollars, déduction faite des impôts, sera porté en réduction des bénéfices non

répartis dans notre bilan d'ouverture en vertu des IFRS, mais cela n'aura aucune incidence sur notre ratio du capital de première catégorie.

Gestion du capital

Selon les lignes directrices du BSIF concernant l'adéquation des fonds propres, les institutions financières peuvent appliquer progressivement l'incidence de la conversion aux IFRS sur le capital réglementaire présenté. Nous prévoyons effectuer ce choix et appliquer progressivement l'incidence de la conversion aux IFRS selon la méthode linéaire sur une période s'échelonnant sur cinq trimestres qui débutera au premier trimestre de 2012. Cet amortissement progressif devrait atténuer l'incidence de la conversion aux IFRS sur notre capital de première catégorie, et se traduire par une réduction de 2 milliards de dollars, lequel sera ramené de 2,45 milliards à 450 millions, pour le premier trimestre de 2012.

Le tableau suivant illustre l'incidence prévue sur nos capitaux propres et sur notre capital de première catégorie au cours de la période d'application progressive, selon nos estimations actuelles.

(en millions de dollars canadiens)	Réduction des capitaux propres (1)	Total de la réduction du capital de première catégorie au moment de la transition (2)	Estimation de l'incidence de la transition (sous réserve de modification) (3)				
			Au				
			31 janvier 2012	30 avril 2012	31 juillet 2012	31 octobre 2012	31 janvier 2013
Avantages sociaux	1 400 \$	1 400 \$	250 \$	550 \$	800 \$	1 100 \$	1 400 \$
Titrisation	500	400	100	150	250	300	400
Structures d'accueil	350	300	50	100	200	250	300
Écart d'acquisition	1 260	—	—	—	—	—	—
Autres incidences de la transition	140	350	50	150	200	300	350
Total	3 650 \$	2 450 \$	450 \$	950 \$	1 450 \$	1 950 \$	2 450 \$

- (1) En vertu des IFRS, le total des capitaux propres se compose des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales. L'incidence présentée dans cette colonne concerne les capitaux propres attribuables aux actionnaires.
- (2) Les calculs liés à l'application progressive de l'incidence de la conversion seront basés sur les différences entre les IFRS et les PCGR du Canada ayant pris effet au 1^{er} novembre 2011, que nous ne pouvons pas déterminer à l'heure actuelle. À des fins d'illustration, le tableau ci-dessus présente l'incidence de l'application progressive sur le capital de première catégorie en fonction des montants des ajustements transitoires au 1^{er} novembre 2010.
- (3) Tous les montants de capital de première catégorie présentés ont été calculés conformément à l'accord de Bâle II. Nous nous attendons à ce que l'incidence au 31 janvier 2013 soit calculée selon l'accord de Bâle III, qui est toujours en cours d'élaboration, comme il est indiqué à la rubrique Contexte réglementaire.

Nous continuerons de surveiller les faits nouveaux concernant les IFRS, et les estimations ci-dessus pourraient en conséquence faire l'objet de modifications. Des faits nouveaux importants pourraient influencer sur les décisions préliminaires que nous prendrons conformément à IFRS 1, sur les éléments qui devraient selon nous être le plus grandement touchés par l'adoption des IFRS, sur notre position de capital et sur nos conventions comptables, y compris la convention choisie pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, en raison de la norme révisée publiée par l'IASB en mai 2011 (IFRS 11, *Partenariats*).

Activités abandonnées

La perte nette liée aux activités abandonnées pour le trimestre considéré s'élèvera à 391 millions de dollars en vertu des IFRS, par rapport à 1 658 millions en vertu des PCGR du Canada, en raison principalement de l'ajustement transitoire de l'écart d'acquisition dont il est fait mention précédemment.

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2011, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2011.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2011, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2010. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels de 2010.

États financiers consolidés intermédiaires (non audité)

Bilans consolidés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2011	30 avril 2011 (1)	31 octobre 2010 (1)	31 juillet 2010 (1)
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	12 510 \$	8 361 \$	8 442 \$	8 156 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 548	13 223	13 254	11 420
Valeurs mobilières (note 3)				
Titres détenus à des fins de transaction	161 877	171 523	149 431	152 789
Titres disponibles à la vente	31 183	31 619	38 700	36 235
	193 060	203 142	188 131	189 024
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	76 900	79 830	72 698	68 200
Prêts (notes 4 et 5)				
Prêts de détail	225 564	218 820	214 937	211 309
Prêts de gros	65 655	62 014	60 586	60 349
	291 219	280 834	275 523	271 658
Provision pour pertes sur prêts	(1 973)	(1 935)	(2 040)	(2 078)
	289 246	278 899	273 483	269 580
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 333	7 198	7 371	7 699
Dérivés (note 6)	85 228	82 577	106 178	96 370
Locaux et matériel, montant net	2 340	2 329	2 142	1 937
Écart d'acquisition	7 636	7 633	6 660	6 696
Autres actifs incorporels	1 963	1 879	1 714	1 828
Actifs liés aux activités abandonnées (note 7)	26 103	26 864	29 035	28 243
Autres actifs	16 703	16 982	17 098	15 271
	147 306	145 462	170 198	158 044
	730 570 \$	728 917 \$	726 206 \$	704 424 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	160 665 \$	154 282 \$	151 347 \$	149 377 \$
Entreprises et gouvernements	253 063	249 381	239 233	232 128
Banques	24 047	20 071	23 981	18 672
	437 775	423 734	414 561	400 177
Autres				
Acceptations	7 333	7 198	7 371	7 699
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 566	62 042	46 597	46 706
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	42 401	43 619	41 207	44 436
Dérivés (note 6)	88 117	85 762	108 908	100 000
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 727	6 307	10 750	10 139
Passifs liés aux activités abandonnées (note 7)	19 301	19 034	19 849	20 055
Autres passifs	28 602	30 177	28 348	27 079
	243 047	254 139	263 030	256 114
Débetures subordonnées (note 10)	7 617	7 603	6 681	6 661
Titres de fiducie de capital	–	742	727	744
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 920	2 264	2 256	2 215
Capitaux propres (note 10)				
Actions privilégiées	4 813	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 436 757 361, 1 428 829 650, 1 424 921 817 et 1 423 744 006)	13 948	13 550	13 378	13 340
Surplus d'apport	223	219	236	232
Actions autodétenues – privilégiées (détenues – (50 260), 67 484, 86 400 et 79 500)	1	(2)	(2)	(2)
– ordinaires (détenues – 1 378 753, 229 576, 1 719 092 et 1 545 674)	(62)	5	(81)	(71)
Bénéfices non répartis	23 525	24 457	22 706	22 361
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 237)	(2 607)	(2 099)	(2 160)
	40 211	40 435	38 951	38 513
	730 570 \$	728 917 \$	726 206 \$	704 424 \$

(1) L'information comparative a été retraitée pour refléter la présentation des activités abandonnées. Se reporter aux notes 1 et 7.

États consolidés des résultats (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011 (1)	31 juillet 2010 (1)	31 juillet 2011 (1)	31 juillet 2010 (1)
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 216 \$	3 157 \$	3 086 \$	9 681 \$	9 224 \$
Valeurs mobilières	1 345	1 295	1 190	3 907	3 550
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	192	173	128	536	319
Dépôts à des banques	20	26	14	73	37
	4 773	4 651	4 418	14 197	13 130
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 257	1 319	1 182	3 979	3 523
Autres passifs	724	693	572	2 093	1 653
Débitures subordonnées	85	90	76	267	226
	2 066	2 102	1 830	6 339	5 402
Revenu net d'intérêt	2 707	2 549	2 588	7 858	7 728
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	1 354	1 304	1 759	3 582	4 467
Revenus de négociation	(135)	294	(220)	894	1 054
Commissions de gestion de placements et de services de garde	508	489	447	1 502	1 317
Revenus tirés des fonds communs de placement	518	511	388	1 470	1 161
Commissions de courtage en valeurs mobilières	305	345	313	997	966
Frais bancaires	330	324	327	982	977
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	363	352	295	1 210	856
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	160	172	175	500	444
Revenus sur cartes	173	157	132	494	392
Commissions de crédit	197	148	156	533	465
Revenus tirés de la titrisation (note 5)	205	139	214	529	558
Gain net sur les titres disponibles à la vente (note 3)	45	88	17	122	25
Autres	60	94	69	278	159
Revenus autres que d'intérêt	4 083	4 417	4 072	13 093	12 841
Total des revenus	6 790	6 966	6 660	20 951	20 569
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 4)	275	241	277	740	957
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 082	1 021	1 459	2 732	3 685
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines (note 9)	2 112	2 263	1 908	6 872	6 300
Matériel	249	258	240	749	706
Frais d'occupation	263	256	237	762	703
Communications	195	187	174	544	547
Honoraires	162	161	148	480	390
Impartition de services de traitement	63	74	66	204	210
Amortissement des autres actifs incorporels	123	120	109	356	323
Autres	331	324	286	924	773
	3 498	3 643	3 168	10 891	9 952
Bénéfice avant charge d'impôts	1 935	2 061	1 756	6 588	5 975
Impôts sur les bénéfices (note 12)	347	455	346	1 461	1 532
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 588	1 606	1 410	5 127	4 443
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	22	27	26	78	72
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 566	1 579	1 384	5 049	4 371
Perte nette liée aux activités abandonnées (note 7)	(1 658)	(73)	(108)	(1 796)	(269)
(Perte nette) bénéfice net	(92)\$	1 506 \$	1 276 \$	3 253 \$	4 102 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(64)	(65)	(193)	(194)
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	(156)\$	1 442 \$	1 211 \$	3 060 \$	3 908 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers) (note 13)	1 435 131	1 426 504	1 421 777	1 428 599	1 420 096
(Perte) bénéfice de base par action (en dollars)	(0,11)\$	1,01 \$	0,85 \$	2,14 \$	2,75 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,05 \$	1,06 \$	0,93 \$	3,40 \$	2,94 \$
(Perte) bénéfice de base par action lié aux activités abandonnées (en dollars)	(1,16)\$	(0,05)\$	(0,08)\$	(1,26)\$	(0,19)\$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers) (note 13)	1 439 146	1 438 048	1 434 379	1 437 461	1 433 591
(Perte) bénéfice dilué par action (en dollars)	(0,11)\$	1,00 \$	0,84 \$	2,13 \$	2,73 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,04 \$	1,05 \$	0,92 \$	3,38 \$	2,92 \$
(Perte) bénéfice dilué par action lié aux activités abandonnées (en dollars)	(1,15)\$	(0,05)\$	(0,08)\$	(1,25)\$	(0,19)\$
Dividendes par action (en dollars)	0,54 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,54 \$	1,50 \$

(1) L'information comparative a été retraitée pour refléter la présentation des activités abandonnées. Se reporter aux notes 1 et 7.

États consolidés du résultat étendu (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Résultat étendu					
(Perte nette) bénéfice net	(92)\$	1 506 \$	1 276 \$	3 253 \$	4 102 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts (note 12)					
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	47	3	131	(43)	307
Reclassement aux résultats de pertes (gains) sur les titres disponibles à la vente	40	(64)	(79)	(6)	(260)
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	87	(61)	52	(49)	47
Gains (pertes) de change non réalisés	166	(1 472)	414	(1 826)	(1 648)
Reclassement aux résultats de (gains) de change	(2)	(1)	—	(9)	(2)
(Pertes nettes) gains nets de change liés aux activités de couverture	(62)	943	(353)	1 373	1 370
Écart de conversion	102	(530)	61	(462)	(280)
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	103	13	(222)	161	(234)
Reclassement aux résultats de pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	78	65	32	212	23
Variation nette des couvertures des flux de trésorerie	181	78	(190)	373	(211)
Autres éléments du résultat étendu	370	(513)	(77)	(138)	(444)
Total du résultat étendu	278 \$	993 \$	1 199 \$	3 115 \$	3 658 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Actions privilégiées					
Solde au début et à la fin	4 813 \$	4 813 \$	4 813 \$	4 813 \$	4 813 \$
Actions ordinaires					
Solde au début	13 550	13 419	13 331	13 378	13 075
Émises	398	131	9	570	265
Solde à la fin	13 948	13 550	13 340	13 948	13 340
Surplus d'apport					
Solde au début	219	221	228	236	246
Attributions de rémunération à base d'actions	(1)	(2)	1	(17)	(9)
Autres	5	—	3	4	(5)
Solde à la fin	223	219	232	223	232
Actions autodétenues – actions privilégiées (note 1)					
Solde au début	(2)	(2)	(1)	(2)	(2)
Ventes	25	20	19	75	89
Achats	(22)	(20)	(20)	(72)	(89)
Solde à la fin	1	(2)	(2)	1	(2)
Actions autodétenues – actions ordinaires (note 1)					
Solde au début	5	(59)	(84)	(81)	(95)
Ventes	1 366	1 778	2 280	4 296	5 504
Achats	(1 433)	(1 714)	(2 267)	(4 277)	(5 480)
Solde à la fin	(62)	5	(71)	(62)	(71)
Bénéfices non répartis					
Solde au début	24 457	23 767	21 860	22 706	20 585
(Perte nette) bénéfice net	(92)	1 506	1 276	3 253	4 102
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(64)	(65)	(193)	(194)
Dividendes sur actions ordinaires	(776)	(713)	(710)	(2 202)	(2 131)
Frais d'émission et autres	—	(39)	—	(39)	(1)
Solde à la fin	23 525	24 457	22 361	23 525	22 361
Cumul des autres éléments du résultat étendu					
Ajustement transitoire – instruments financiers (1)	59	59	59	59	59
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	55	(32)	(29)	55	(29)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(2 147)	(2 249)	(1 654)	(2 147)	(1 654)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(204)	(385)	(536)	(204)	(536)
Solde à la fin	(2 237)	(2 607)	(2 160)	(2 237)	(2 160)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	21 288	21 850	20 201	21 288	20 201
Capitaux propres à la fin	40 211 \$	40 435 \$	38 513 \$	40 211 \$	38 513 \$

(1) L'ajustement transitoire découle des modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, lesquelles sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2008.

États consolidés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011 (1)	31 juillet 2010 (1)	31 juillet 2011 (1)	31 juillet 2010 (1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 566 \$	1 579 \$	1 384 \$	5 049 \$	4 371 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotations à la provision pour pertes sur créances	275	241	277	740	957
Amortissement	96	96	95	285	276
Impôts futurs	(21)	20	225	(58)	199
Amortissement des autres actifs incorporels	123	120	109	356	323
Perte à la vente de locaux et de matériel	1	—	2	—	1
Gain sur la titrisation	(44)	(38)	(44)	(135)	(92)
Gain sur les titres disponibles à la vente	(61)	(103)	(50)	(236)	(188)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	9	7	33	94	160
Variations de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	420	(40)	689	96	1 217
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(160)	189	(49)	(318)	(36)
Impôts exigibles	(479)	310	(908)	261	(2 109)
Actifs dérivés	(2 651)	(9 027)	(18 354)	20 894	(4 255)
Passifs dérivés	2 355	8 405	22 143	(20 789)	15 614
Titres de négociation	10 111	(3 510)	(945)	(12 823)	(8 170)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	358	760	(1 117)	1 522	(1 376)
Autres	(1 620)	1 765	206	560	952
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités poursuivies	10 278	774	3 696	(4 502)	7 844
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités abandonnées	245	(624)	(159)	(685)	(1 282)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	10 523	150	3 537	(5 187)	6 562
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	1 675	(1 881)	(2 535)	1 706	(2 501)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(13 966)	(7 711)	(12 009)	(29 368)	(23 646)
Produit de la titrisation	2 481	3 139	3 152	8 517	5 519
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	1 563	4 319	3 230	8 565	7 493
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	7 832	11 426	7 090	24 547	24 773
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(8 096)	(7 826)	(9 530)	(25 099)	(26 018)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et de logiciels	(317)	(309)	(276)	(923)	(602)
Variation des biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	2 930	(572)	(15 396)	(4 202)	(26 620)
Flux de trésorerie nets liés aux cessions et aux acquisitions	—	440	(78)	(866)	(80)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement liées aux activités poursuivies	(5 898)	1 025	(26 352)	(17 123)	(41 682)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement liées aux activités abandonnées	262	1 185	(738)	1 806	4 699
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(5 636)	2 210	(27 090)	(15 317)	(36 983)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	14 041	4 717	20 562	23 214	21 720
Rachat de titres de fiducie de capital RBC (RBC TruCS)	(750)	—	(650)	(750)	(650)
Émission de débentures subordonnées	—	—	1 500	1 500	1 500
Remboursement de débentures subordonnées	—	(400)	(805)	(404)	(1 305)
Émission d'actions ordinaires	20	79	8	133	94
Actions autodétenues – ventes	1 391	1 798	2 299	4 371	5 593
Actions autodétenues – achats	(1 455)	(1 734)	(2 287)	(4 349)	(5 569)
Dividendes versés	(726)	(763)	(775)	(2 265)	(2 159)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(47)	—	(47)	(93)	(93)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(1 218)	(9 733)	3 181	1 194	10 249
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(11 476)	5 602	146	3 969	5 347
Variation des emprunts à court terme des filiales	(53)	(524)	(1)	(676)	(177)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement liées aux activités poursuivies	(273)	(958)	23 131	25 844	34 550
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement liées aux activités abandonnées	234	(510)	674	(680)	(3 275)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	(39)	(1 468)	23 805	25 164	31 275
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	42	(146)	47	(151)	(151)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	4 149	695	522	4 068	561
Encaisse et montants à recevoir de banques liés aux activités poursuivies au début	8 361	7 666	7 634	8 442	7 595
Encaisse et montants à recevoir de banques liés aux activités poursuivies à la fin	12 510 \$	8 361 \$	8 156 \$	12 510 \$	8 156 \$
Encaisse et montants à recevoir de banques liés aux activités abandonnées à la fin	1 329 \$	588 \$	900 \$	1 329 \$	900 \$
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	13 839 \$	8 949 \$	9 056 \$	13 839 \$	9 056 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	2 356 \$	1 740 \$	1 889 \$	6 870 \$	5 869 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	406 \$	551 \$	798 \$	1 396 \$	4 355 \$

(1) L'information comparative a été retraitée pour refléter la présentation des activités abandonnées. Se reporter aux notes 1 et 7.

Notes complémentaires (non audité) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non audités ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de l'exercice terminé le 31 octobre 2010 (états financiers consolidés annuels de 2010). En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de 2010 et les notes complémentaires figurant aux pages 83 à 152 du rapport annuel de 2010. Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Note 1 : Principales conventions comptables**Modifications des principales conventions comptables**

Aucune modification des principales conventions comptables n'a pris effet en ce qui nous concerne ce trimestre.

Changement dans la présentation des états financiers*Activités poursuivies*

Tel qu'il est décrit à la note 7, nous avons conclu, au cours du trimestre, un accord définitif visant la vente de la quasi-totalité de nos services bancaires régionaux aux États-Unis et nous nous sommes engagés à vendre certains autres actifs liés à nos services bancaires régionaux aux États-Unis. Nous avons comptabilisé ces entités dans les activités abandonnées. Par conséquent, l'information financière contenue dans les notes suivantes reflète les résultats de nos activités poursuivies seulement pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Actions autodétenues

Au cours du deuxième trimestre de 2011, nous avons modifié la présentation de nos ventes et de nos achats d'actions autodétenues, qui se fera désormais sur une base brute plutôt que sur une base nette. Cette modification touche nos actions ordinaires et privilégiées. Les données de toutes les périodes présentées dans nos états consolidés de la variation des capitaux propres ont été révisées afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Modifications comptables futures*Normes internationales d'information financière (IFRS)*

L'ICCA a annoncé que les PCGR du Canada, qui s'appliquent aux sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés par les IFRS sur une période de transition qui devrait s'étendre jusqu'en 2011. Nous commencerons à publier nos états financiers conformément aux IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers**Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur**

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et les instruments

semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs. Se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements sur la méthode d'évaluation des variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit.

	Au 31 juillet 2011						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2010 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2010	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 254 \$	5 254 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	53 777	53 777	—	—	—	—	—
Prêts de gros	2 655	2 655	(10)	(90)	306	4	11
Autres actifs	144	144	—	—	—	—	—
Total	61 830 \$	61 830 \$	(10)\$	(90)\$	306 \$	4 \$	11 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 juillet 2010						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2009	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 299 \$	5 299 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	44 430	44 430	—	—	—	—	—
Prêts de gros	2 758	2 758	(46)	(240)	348	(3)	(1)
Total	52 487 \$	52 487 \$	(46)\$	(240)\$	348 \$	(3)\$	(1)\$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Se reporter à la note 2 de nos

états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements sur les méthodes d'évaluation de ces passifs et sur les variations de la juste valeur attribuables aux modifications de nos écarts de taux.

	Au 31 juillet 2011				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2010 attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	3 246 \$	3 271 \$	25 \$	(2)\$	(21)\$
Entreprises et gouvernements (2)	56 690	56 602	(88)	1	(76)
Banques (3)	10 684	10 684	—	—	—
Total des dépôts à terme	70 620 \$	70 557 \$	(63)\$	(1)\$	(97)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	30 579	30 576	(3)	—	—
Autres passifs	9	9	—	—	—
Débitures subordonnées	124	119	(5)	5	(11)
Total	101 332 \$	101 261 \$	(71)\$	4 \$	(108)\$

	Au 31 juillet 2010				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	3 157 \$	3 157 \$	— \$	(15)\$	(21)\$
Entreprises et gouvernements (2)	55 247	55 296	49	(54)	(111)
Banques (3)	9 181	9 181	—	—	(1)
Total des dépôts à terme	67 585 \$	67 634 \$	49 \$	(69)\$	(133)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	30 788	30 786	(2)	—	—
Autres passifs	138	138	—	—	—
Débitures subordonnées	119	115	(4)	(3)	(15)
Total	98 630 \$	98 673 \$	43 \$	(72)\$	(148)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)**Reclassement d'instruments financiers**

Le tableau suivant présente des données sur certains titres détenus à des fins de transaction qui ont été reclassés dans les titres disponibles à la vente le 1^{er} août 2008, conformément aux modifications apportées par l'ICCA aux chapitres 3855, 3861 et 3862 en 2008 et en 2009.

	Au		Pour le trimestre terminé le					
	31 juillet 2011	31 octobre 2010	31 juillet 2011		30 avril 2011		31 juillet 2010	
	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période (2)
Actifs financiers								
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	804 \$	1 126 \$	(28)\$	2 \$	(4)\$	3 \$	(2)\$	4 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	47	69	(2)	1	2	—	(3)	8
Titres adossés à des actifs	788	748	(11)	4	(18)	6	(7)	4
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	97	408	—	1	(2)	3	37	—
	1 736 \$	2 351 \$	(41)\$	8 \$	(22)\$	12 \$	25 \$	16 \$

(1) Ce montant représente la variation de la juste valeur des titres que nous détenions à la fin de la période et comprend tout prélèvement de capital ou rachat de ces titres.

(2) Le montant total comprend un bénéfice net de néant relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2011 (bénéfice net de néant pour le trimestre terminé le 30 avril 2011 et bénéfice net de 9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010).

	Pour la période de neuf mois terminée le			
	31 juillet 2011		31 juillet 2010	
	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés en résultat net au cours de la période (2)
Actifs financiers				
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	(35)\$	10 \$	58 \$	(8)\$
Titres adossés à des créances hypothécaires	2	2	48	10
Titres adossés à des actifs	30	(39)	(8)	9
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	(10)	5	32	5
	(13)\$	(22)\$	130 \$	16 \$

(1) Ce montant représente la variation de la juste valeur des titres que nous détenions à la fin de la période et comprend tout prélèvement de capital ou rachat de ces titres.

(2) Le montant total comprend un bénéfice net de 3 millions de dollars relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011 (bénéfice net de 3 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010).

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Le tableau ci-dessous présente nos instruments financiers évalués à la juste valeur selon la hiérarchie de la juste valeur décrite à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 :

	Au											
	31 juillet 2011					31 octobre 2010						
	Évaluations à la juste valeur selon (1)			Juste valeur brute	Ajustements de compensation (2)	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon (1)			Juste valeur brute	Ajustements de compensation (2)	Actifs/passifs à la juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	totale			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	totale			
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	5 254 \$	– \$	5 254 \$	– \$	5 254 \$	– \$	6 193 \$	– \$	6 193 \$	– \$	6 193 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances du gouvernement canadien (3)												
Gouvernement fédéral	9 609	21 544	–	31 153	–	31 153	–	29 337	14	29 351	–	29 351
Provinces et municipalités	–	7 547	5	7 552	–	7 552	–	7 243	5	7 248	–	7 248
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	1 951	12 864	128	14 943	–	14 943	–	13 637	41	13 678	–	13 678
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE (4)	8 133	11 626	85	19 844	–	19 844	–	16 464	42	16 506	–	16 506
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	–	601	146	747	–	747	–	10	975	985	–	985
Titres adossés à des actifs TGC (5)	–	–	2 154	2 154	–	2 154	–	–	2 460	2 460	–	2 460
Titres autres que des TGC	–	751	385	1 136	–	1 136	–	276	541	817	–	817
Titres de créance de sociétés et autres créances	1 018	37 120	440	38 578	–	38 578	30	39 055	771	39 856	–	39 856
Titres de participation	42 429	2 979	362	45 770	–	45 770	35 767	221	2 542	38 530	–	38 530
	63 140 \$	95 032 \$	3 705 \$	161 877 \$	– \$	161 877 \$	35 797 \$	106 243 \$	7 391 \$	149 431 \$	– \$	149 431 \$
Titres disponibles à la vente (6)												
Créances du gouvernement canadien (3)												
Gouvernement fédéral	385	7 961	–	8 346	–	8 346	–	14 685	–	14 685	–	14 685
Provinces et municipalités	–	1 661	–	1 661	–	1 661	–	1 510	–	1 510	–	1 510
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	303	1 204	1 907	3 414	–	3 414	–	1 609	1 697	3 306	–	3 306
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE (4)	3 899	2 754	–	6 653	–	6 653	1 450	3 630	–	5 080	–	5 080
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	–	221	75	296	–	296	–	–	469	469	–	469
Titres adossés à des actifs TGC (5)	–	–	191	191	–	191	–	9	215	224	–	224
Titres autres que des TGC	–	464	774	1 238	–	1 238	–	740	800	1 540	–	1 540
Titres de créance de sociétés et autres créances	–	6 359	1 359	7 718	–	7 718	378	7 008	2 559	9 945	–	9 945
Titres de participation	171	176	35	382	–	382	173	144	399	716	–	716
Titres de substitut de prêt	207	–	–	207	–	207	–	192	–	192	–	192
	4 965 \$	20 800 \$	4 341 \$	30 106 \$	– \$	30 106 \$	2 001 \$	29 527 \$	6 139 \$	37 667 \$	– \$	37 667 \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés												
Prêts	–	53 777	–	53 777	–	53 777	–	51 713	–	51 713	–	51 713
	–	2 250	405	2 655	–	2 655	–	2 307	592	2 899	–	2 899
Autres												
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	8	60 974	647	61 629	–	61 629	3	66 803	713	67 519	–	67 519
Contrats de change	–	29 384	85	29 469	–	29 469	–	29 619	101	29 720	–	29 720
Dérivés de crédit	–	328	376	704	–	704	–	965	1 038	2 003	–	2 003
Autres contrats	1 472	3 866	473	5 811	–	5 811	1 960	2 207	3 742	7 909	–	7 909
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(56)	(235)	(393)	(684)	–	(684)	(2)	(228)	(489)	(719)	–	(719)
Total des dérivés, montant brut	1 424	94 317	1 188	96 929	–	96 929	1 961	99 366	5 105	106 432	–	106 432
Ajustements de compensation (2)	–	–	–	–	(11 701)	(11 701)	–	–	–	–	(254)	(254)
Total des dérivés	1 424	94 317	1 188	96 929	(11 701)	85 228	1 961	99 366	5 105	106 432	(254)	106 178
Autres actifs	382	144	–	526	–	526	286	10	–	296	–	296
	69 911 \$	271 574 \$	9 639 \$	351 124 \$	(11 701) \$	339 423 \$	40 045 \$	295 359 \$	19 227 \$	354 631 \$	(254) \$	354 377 \$
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	– \$	– \$	3 271 \$	3 271 \$	–	3 271 \$	– \$	– \$	3 237 \$	3 237 \$	–	3 237 \$
Entreprises et gouvernements	–	53 205	3 397	56 602	–	56 602	–	59 510	3 144	62 654	–	62 654
Banques	–	10 684	–	10 684	–	10 684	–	9 479	–	9 479	–	9 479
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 986	16 580	–	50 566	–	50 566	14 780	31 577	240	46 597	–	46 597
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	30 576	–	30 576	–	30 576	–	26 242	–	26 242	–	26 242
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	3	56 390	669	57 062	–	57 062	1	61 680	415	62 096	–	62 096
Contrats de change	–	33 836	43	33 879	–	33 879	–	34 960	27	34 987	–	34 987
Dérivés de crédit	–	310	428	738	–	738	–	1 112	606	1 718	–	1 718
Autres contrats	1 595	4 694	1 458	7 747	–	7 747	1 203	3 743	5 415	10 361	–	10 361
Total des dérivés, montant brut	1 598	95 230	2 598	99 426	–	99 426	1 204	101 495	6 463	109 162	–	109 162
Ajustements de compensation (2)	–	–	–	–	(11 309)	(11 309)	–	–	–	–	(254)	(254)
Total des dérivés	1 598	95 230	2 598	99 426	(11 309)	88 117	1 204	101 495	6 463	109 162	(254)	108 908
Autres passifs	–	9	(11)	(2)	–	(2)	–	–	(382)	(382)	–	(382)
Débiteures subordonnées	–	–	119	119	–	119	–	–	119	119	–	119
	35 584 \$	206 284 \$	9 374 \$	251 242 \$	(11 309) \$	239 933 \$	15 984 \$	228 303 \$	12 821 \$	257 108 \$	(254) \$	256 854 \$

- Les soldes de niveau 1 inclus dans les titres détenus à des fins de transaction, les titres disponibles à la vente et les passifs liés aux engagements afférents à des titres vendus à découvert ont augmenté, et les soldes de niveau 2 correspondants ont diminué en raison d'un ajustement du niveau des titres de créance hautement liquides des pays du G7 (le Canada, les États-Unis, l'Italie, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon) aux trois premiers trimestres de 2011, puisque leur juste valeur se fonde sur les prix cotés non ajustés d'obligations identiques sur des marchés actifs. Au 31 juillet 2011, les soldes des actifs de niveau 1 relatifs à ces obligations totalisaient 24,3 milliards de dollars, somme qui correspond au montant des transferts vers ce niveau et aux changements de positions au cours des trois premiers trimestres.
- Les ajustements de compensation représentent l'incidence de la compensation des risques de crédit liés aux dérivés lorsque nous détenons un accord de compensation juridiquement exécutoire en vigueur et que nous avons l'intention de procéder au règlement des contrats soit sur la base du solde net, soit simultanément. En conséquence, certains des actifs et passifs liés aux dérivés sont comptabilisés sur la base du solde net.
- Au 31 juillet 2011, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans les titres détenus à des fins de transaction s'établissaient à 11 229 millions de dollars et à 130 millions, respectivement (11 995 millions et 194 millions au 31 octobre 2010, respectivement), et ceux inclus dans les titres disponibles à la vente se chiffraient à 5 933 millions et à 75 millions, respectivement (6 952 millions et 152 millions au 31 octobre 2010, respectivement).
- OCDE signifie Organisation de coopération et de développement économiques.
- TGC signifie « titres garantis par des créances ».
- Exclut des titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance d'un montant de 1 077 millions de dollars (1 033 millions au 31 octobre 2010) qui sont comptabilisés au coût.

Note 3 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et les pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente (1), (2).

	Au							
	31 juillet 2011				31 octobre 2010			
	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Créances du gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral (3)	8 116 \$	230 \$	– \$	8 346 \$	14 305 \$	381 \$	(1)\$	14 685 \$
Provinces et municipalités	1 633	28	–	1 661	1 468	42	–	1 510
Créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains (4)	3 502	17	(105)	3 414	3 304	57	(55)	3 306
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	6 712	16	(20)	6 708	5 068	24	(8)	5 084
Titres adossés à des créances hypothécaires	297	17	(18)	296	478	19	(28)	469
Titres adossés à des actifs								
TGC	205	4	(18)	191	220	12	(17)	215
Titres autres que des TGC	1 294	10	(66)	1 238	1 634	37	(122)	1 549
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	7 931	212	(101)	8 042	10 069	257	(160)	10 166
Titres de participation	987	61	(4)	1 044	1 442	59	(13)	1 488
Titres de substitut de prêt	256	–	(13)	243	256	–	(28)	228
	30 933 \$	595 \$	(345)\$	31 183 \$	38 244 \$	888 \$	(432)\$	38 700 \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 379 millions de dollars (225 millions au 31 octobre 2010).

(2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût après amortissement, les gains bruts non réalisés, les pertes brutes non réalisées et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 72 millions de dollars, à 3 millions, à néant et à 75 millions, respectivement au 31 juillet 2011 (148 millions, 4 millions, néant et 152 millions au 31 octobre 2010).

(3) Comprend des titres adossés à des créances hypothécaires garantis par des créances hypothécaires assurées que nous avons créées et que nous conservons.

(4) Comprend des titres émis par des agences ailleurs qu'aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, ainsi que des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance font l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons une méthode particulière et constante pour évaluer la probabilité de recouvrer le coût après amortissement du titre. Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur durable, le titre est réduit à sa juste valeur, et la perte non réalisée est reclassée du cumul des autres éléments du résultat étendu au résultat net. Se reporter aux notes 1 et 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour une description des conventions et des méthodes comptables que nous utilisons pour évaluer les pertes de valeur durables des titres.

Le total du coût après amortissement relatif au portefeuille de titres disponibles à la vente a diminué de 7,3 milliards de dollars au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011. Cette baisse est principalement attribuable à la vente et à l'arrivée à échéance de certains titres du gouvernement du Canada ainsi qu'à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires montées par RBC compris dans les créances du gouvernement fédéral du Canada. Le recul du portefeuille de titres disponibles à la vente a été en partie compensé par l'augmentation des placements dans des titres de créance à court terme de gouvernements de pays membres de l'OCDE. Les gains bruts non réalisés ont diminué de 293 millions de dollars, ou 33 %, pour s'établir à 595 millions au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011. Cette baisse tient principalement à la diminution de la juste valeur des titres de créance du gouvernement canadien, attribuable à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt et aux gains comptabilisés à la suite de la vente de certains titres de créance du gouvernement canadien. Les pertes brutes non réalisées ont diminué de 87 millions de dollars, ou 20 %, pour s'établir à 345 millions au cours de la même période, en grande partie en raison des pertes constatées par suite de la dépréciation de certains titres à enchères liés aux prêts aux étudiants sur le marché américain classés comme des titres adossés à des actifs.

Selon notre évaluation, la direction est d'avis que les pertes non réalisées au 31 juillet 2011 sur les titres disponibles à la vente sont de nature temporaire et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'au recouvrement de leur juste valeur ou jusqu'à ce que les titres soient rachetés ou arrivent à échéance. Nous avons également déterminé que

nos placements détenus jusqu'à l'échéance n'avaient subi aucune perte de valeur au 31 juillet 2011.

Gains nets/pertes nettes sur les titres disponibles à la vente

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011, des gains nets de 52 millions de dollars sur les titres disponibles à la vente ont été constatés en résultat net (96 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2011; 17 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010). Ces gains tiennent compte de gains nets de 61 millions de dollars réalisés principalement à la vente et à la distribution de capitaux liés à certains placements privés ainsi qu'à la vente de certains titres à enchères liés aux prêts aux étudiants aux États-Unis. Les gains réalisés ont été contrebalancés en partie par des pertes de 9 millions de dollars comptabilisées en résultat net principalement en raison de la perte de valeur durable de certains placements privés. En comparaison, des gains réalisés à la vente de 103 millions de dollars et de 50 millions ont été constatés pour les trimestres terminés le 30 avril 2011 et le 31 juillet 2010, respectivement, lesquels ont été contrebalancés en partie par des pertes découlant de pertes de valeur durables de 7 millions de dollars et de 33 millions pour les trimestres terminés le 30 avril 2011 et le 31 juillet 2010, respectivement.

Les gains nets susmentionnés comprennent des gains de 7 millions de dollars découlant de la vente de titres disponibles à la vente liés à nos activités d'assurance, lesquels ont été pris en compte dans le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des états consolidés des résultats (8 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2011; néant pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010).

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, des gains nets de 142 millions de dollars sur les titres disponibles à la vente ont été constatés en résultat net (28 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010). Ce résultat comprend des gains de 236 millions de dollars réalisés principalement à la vente et à la distribution de capitaux liés à des placements privés, ainsi que des gains à la vente de certains titres de créance du gouvernement canadien et de titres à enchères liés aux prêts aux étudiants sur le marché américain (188 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010). Ces gains ont été en partie contrebalancés par les pertes de valeur de 94 millions de dollars, principalement sur les titres à

Note 3 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente (suite)

enchères liés aux prêts aux étudiants, les placements privés et les obligations de sociétés sur le marché américain (160 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010).

Les gains nets susmentionnés comprennent un montant de 20 millions de dollars lié à nos activités d'assurance, découlant de gains nets à la vente de titres de participation cotés et d'obligations du

gouvernement canadien, lequel a été contrebalancé par la perte de valeur durable de certains titres de créance de sociétés et a été pris en compte dans le poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des états consolidés des résultats (3 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010).

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux

	En date du et pour le trimestre terminé le						31 octobre 2010
	31 juillet 2011						
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements (1)	Solde à la fin	Solde à la fin
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	71 \$	(6)\$	1 \$	– \$	5 \$	71 \$	65 \$
Prêts aux particuliers	145	(127)	20	109	–	147	153
Prêts sur cartes de crédit	–	(112)	20	92	–	–	–
Prêts aux petites entreprises (2)	18	(11)	2	8	–	17	18
	234 \$	(256)\$	43 \$	209 \$	5 \$	235 \$	236 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	358 \$	(43)\$	11 \$	66 \$	5 \$	397 \$	444 \$
Prêts aux banques (4)	32	–	–	–	(1)	31	34
Prêts aux organismes souverains (5)	–	–	–	–	–	–	9
	390 \$	(43)\$	11 \$	66 \$	4 \$	428 \$	487 \$
Provisions spécifiques	624 \$	(299)\$	54 \$	275 \$	9 \$	663 \$	723 \$
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	40 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	40 \$	26 \$
Prêts aux particuliers	413	–	–	2	(2)	413	480
Prêts sur cartes de crédit	367	–	–	(2)	(1)	364	365
Prêts aux petites entreprises (2)	60	–	–	–	–	60	60
	880 \$	– \$	– \$	– \$	(3) \$	877 \$	931 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	431 \$	– \$	– \$	– \$	2 \$	433 \$	386 \$
	431 \$	– \$	– \$	– \$	2 \$	433 \$	386 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (6)	91 \$					91 \$	88 \$
Provision générale (6)	1 402 \$	– \$	– \$	– \$	(1)\$	1 401 \$	1 405 \$
Total de la provision pour pertes sur créances	2 026 \$	(299)\$	54 \$	275 \$	8 \$	2 064 \$	2 128 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (7)	(91)					(91)	(88)
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 935 \$	(299)\$	54 \$	275 \$	8 \$	1 973 \$	2 040 \$

(1) Représente principalement l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises.

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

(4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(6) Comprend un montant de 91 millions de dollars lié aux engagements hors bilan et autres (88 millions au 31 octobre 2010).

(7) La provision pour les éléments hors bilan fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Prêts en souffrance mais non douteux

	Au							
	31 juillet 2011				31 octobre 2010			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail								
Prêts hypothécaires résidentiels	1 249 \$	555 \$	70 \$	1 874 \$	1 291 \$	624 \$	93 \$	2 008 \$
Prêts aux particuliers	591	273	11	875	659	300	11	970
Prêts sur cartes de crédit	303	134	72	509	309	147	75	531
Prêts aux petites entreprises	30	17	–	47	31	18	–	49
	2 173 \$	979 \$	153 \$	3 305 \$	2 290 \$	1 089 \$	179 \$	3 558 \$
Prêts de gros								
Prêts aux entreprises	483 \$	293 \$	– \$	776 \$	566 \$	303 \$	7 \$	876 \$
	483 \$	293 \$	– \$	776 \$	566 \$	303 \$	7 \$	876 \$
Total	2 656 \$	1 272 \$	153 \$	4 081 \$	2 856 \$	1 392 \$	186 \$	4 434 \$

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux (suite)

Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2011, le montant des actifs acquis à l'égard des prêts douteux et de la réduction connexe de la provision pour pertes sur créances était

négligeable (montant négligeable pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2010).

Prêts douteux (1)

	Au			
	31 juillet 2011			31 octobre 2010
	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	Montant net
Prêts de détail				
Prêts hypothécaires résidentiels	744 \$	(71)\$	673 \$	626 \$
Prêts aux particuliers	269	(147)	122	125
Prêts aux petites entreprises (2)	44	(17)	27	31
	1 057 \$	(235)\$	822 \$	782 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises (3)	1 275 \$	(397)\$	878 \$	1 174 \$
Prêts aux banques (4)	32	(31)	1	–
	1 307 \$	(428)\$	879 \$	1 174 \$
Total	2 364 \$	(663)\$	1 701 \$	1 956 \$

- (1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011 s'est élevé à 1 065 millions de dollars (973 millions au 31 octobre 2010) et à 1 374 millions (1 681 millions au 31 octobre 2010) pour les portefeuilles de prêts de gros et de détail, respectivement. La majeure partie des prêts douteux sont en souffrance depuis plus de 90 jours.
- (2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des prêts douteux d'un montant brut de 51 millions de dollars (57 millions au 31 octobre 2010) et d'un montant net de 47 millions (55 millions au 31 octobre 2010) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (4) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 5 : Titrations**Activités de titrisation au cours des trimestres terminés les**

	Pour le trimestre terminé le				
	31 juillet 2011 (1)	30 avril 2011		31 juillet 2010	
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (4)	Créances sur cartes de crédit (2)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (4)	Créances sur cartes de crédit (2)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (4)
Prêts titrisés et vendus (5)	2 508 \$	1 257 \$	1 905 \$	1 283 \$	1 883 \$
Produit net en espèces reçu	2 481	1 200	1 882	1 225	1 869
Titres adossés à des actifs acquis	–	57	–	58	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	71	8	53	9	49
Gain à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	20	8	27	9	19

- (1) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période.
- (2) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif pour nos droits de gestion relatifs à nos opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2011 par la création de titres adossés à des créances hypothécaires LNS et conservés au 31 juillet 2011 s'établissaient à 1 591 millions de dollars (1 675 millions au 30 avril 2011; 2 745 millions au 31 juillet 2010). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
- (4) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (24) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(3) millions au 30 avril 2011; (16) millions au 31 juillet 2010].
- (5) Comprend des prêts hypothécaires résidentiels canadiens titrisés au cours de la période et des périodes précédentes.

Activités de titrisation pour les périodes de neuf mois terminées

	Pour la période de neuf mois terminée le			
	31 juillet 2011		31 juillet 2010	
	Créances sur cartes de crédit (1), (2)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (4)	Créances sur cartes de crédit (1), (2)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3), (4)
Prêts titrisés et vendus (5)	1 257 \$	7 356 \$	1 283 \$	4 286 \$
Produit net en espèces reçu	1 200	7 260	1 225	4 236
Titres adossés à des actifs acquis	57	–	58	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	8	223	9	133
Gain à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	8	96	9	61

- (1) En ce qui a trait à la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, le produit net en espèces reçu correspond à un produit brut en espèces de 1 257 millions de dollars (1 283 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010), moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la Fiducie dont la valeur en capital s'élève à 57 millions (58 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010).
- (2) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif pour nos droits de gestion relatifs à nos opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011 par la création de titres adossés à des créances hypothécaires LNS et conservés au 31 juillet 2011 s'établissaient à 3 095 millions de dollars (5 174 millions au 31 juillet 2010). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
- (4) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (31) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(22) millions au 31 juillet 2010].
- (5) Comprend des prêts hypothécaires résidentiels canadiens titrisés au cours de la période et des périodes précédentes.

Note 5 : Titrisations (suite)

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date des activités de titrisation du trimestre terminé le 31 juillet 2011.

Hypothèses clés (1)

	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	3,22
Taux de remboursement	20,95 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	1,13 %
Taux d'actualisation	1,20 – 2,53 %

(1) Tous les taux sont annualisés

Nous avons également vendu des prêts commerciaux de 50 millions de dollars à des tiers investisseurs à leur montant en capital au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2011 (24 millions et néant au cours des trimestres terminés le 30 avril 2011 et le 31 juillet 2010, respectivement), et des prêts de 103 millions au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011 (5 millions au cours de la période de neuf mois terminée le 30 juillet 2010). Les pertes à la vente pour chacune de ces périodes se sont établies à néant ou ont été minimes.

Note 6 : Produits dérivés et opérations de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Au							
	31 juillet 2011 (1)				31 octobre 2010 (1)			
	Désignés comme des instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme des instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture (2)	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture (2)
Actifs								
Instruments dérivés	496 \$	1 520 \$	143 \$	83 069 \$	490 \$	2 059 \$	307 \$	103 322 \$
Passifs								
Instruments dérivés	479 \$	35 \$	25 \$	87 578 \$	812 \$	51 \$	119 \$	107 926 \$
Instruments non dérivés	–	2 801	16 461	s.o.	–	1 002	8 732	s.o.

(1) Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et tous les instruments non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Les passifs dérivés comprennent des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 238 millions de dollars et des régimes 401(k) de néant (170 millions et 2 millions, respectivement, au 31 octobre 2010).

s.o. sans objet

Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat étendu

	Pour le trimestre terminé le								
	31 juillet 2011			30 avril 2011			31 juillet 2010		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur									
Tranche inefficace	8 \$	s.o.	s.o.	(7)\$	s.o.	s.o.	(3)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie									
Tranche inefficace	(1)	s.o.	s.o.	2	s.o.	s.o.	(7)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	102	s.o.	s.o.	10	s.o.	s.o.	(225)
Reclassées dans les résultats au cours de la période (1)	s.o.	(112)	s.o.	s.o.	(92)	s.o.	s.o.	(46)	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Gains (pertes) de change	s.o.	s.o.	166	s.o.	s.o.	(1 472)	s.o.	s.o.	414
(Pertes) gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(62)	s.o.	s.o.	943	s.o.	s.o.	(353)
	7 \$	(112)\$	206 \$	(5)\$	(92)\$	(519)\$	(10)\$	(46)\$	(164)\$

(1) Des pertes après impôts de 80 millions de dollars (pertes de 67 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2011; pertes de 32 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010) ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011.

s.o. sans objet

Note 6 : Produits dérivés et opérations de couverture (suite)

	Pour la période de neuf mois terminée le					
	31 juillet 2011			31 juillet 2010		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur						
Tranche inefficace	(7)\$	s.o.	s.o.	(9)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie						
Tranche inefficace	7	s.o.	s.o.	(13)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	162	s.o.	s.o.	(235)
Reclassées dans les résultats au cours de la période (1)	s.o.	(302)	s.o.	s.o.	(33)	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Pertes de change	s.o.	s.o.	(1 826)	s.o.	s.o.	(1 648)
Gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	1 373	s.o.	s.o.	1 370
	- \$	(302)\$	(291)\$	(22)\$	(33)\$	(513)\$

(1) Des pertes après impôts de 217 millions de dollars (pertes de 23 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010) ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011.

s.o. sans objet

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance

	Au				
	31 juillet 2011				31 octobre 2010
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Actifs dérivés (1)	18 619 \$	33 756 \$	32 853 \$	85 228 \$	106 178 \$
Passifs dérivés (2)	20 645	35 022	32 450	88 117	108 908

(1) Tient compte d'ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit, qui ont été déterminés pour certains instruments précis et collectivement.

(2) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 238 millions de dollars et des régimes 401(k) de néant (170 millions et 2 millions, respectivement, au 31 octobre 2011).

Note 7 : Acquisitions et cessions importantes

Cessions

Services bancaires internationaux

Le 20 juin 2011, nous avons annoncé que nous avons conclu un accord définitif visant la vente de la quasi-totalité de nos activités bancaires de détail régionales aux États-Unis à PNC Financial Services Group, Inc. (PNC) pour environ 3,66 milliards de dollars US (3,5 milliards de dollars CA), soit 3,5 milliards de dollars US (3,3 milliards de dollars CA) pour l'acquisition de RBC Bank (USA) et 163 millions de dollars US (156 millions de dollars CA) pour l'acquisition des actifs connexes liés aux prêts sur cartes de crédit. Notre perte à la vente estimative après impôts, qui s'élève à 1,6 milliard de dollars et comprend une radiation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels d'un montant de 1,3 milliard de dollars (1,4 milliard avant impôts), est comptabilisée au poste Perte nette liée aux activités abandonnées de nos états consolidés des résultats. La contrepartie reçue comprend de la trésorerie et jusqu'à 1 milliard de dollars US en actions ordinaires de PNC, au gré de PNC. La vente, qui est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation réglementaire, devrait se conclure en mars 2012. La perte à la cession sera finalisée à la conclusion de la transaction. Nous avons également classé certains de nos actifs liés aux services bancaires régionaux aux États-Unis dans les activités abandonnées, car nous nous sommes engagés à les vendre d'ici un an. Les actifs n'ont pas d'incidence importante sur notre secteur Services bancaires internationaux.

Les résultats des activités vendues à PNC et les actifs que nous nous sommes engagés à vendre sont présentés à titre d'activités abandonnées dans nos états financiers consolidés, dont les principales données financières sont illustrées ci-dessous.

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Revenu net d'intérêt	156 \$	163 \$	160 \$	490 \$	466 \$
Revenus autres que d'intérêt	4	3	7	30	93
Total des revenus	160 \$	166 \$	167 \$	520 \$	559 \$
Frais autres que d'intérêt	206 \$	192 \$	209 \$	594 \$	623 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	92	103	155	305	472
Perte nette avant impôts	(138)\$	(129)\$	(197)\$	(379)\$	(536)\$
Perte nette	(85)\$	(73)\$	(108)\$	(223)\$	(269)\$
Perte à la vente	(1 573)	-	-	(1 573)	-
Perte nette liée aux activités abandonnées					
- Activités bancaires de détail régionales aux États-Unis vendues à PNC	(1 640)\$	(53)\$	(82)\$	(1 741)\$	(198)\$
- Autres actifs liés aux services bancaires régionaux aux États-Unis	(18)	(20)	(26)	(55)	(71)
Total	(1 658)\$	(73)\$	(108)\$	(1 796)\$	(269)\$

	Au			
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 octobre 2010	31 juillet 2010
Total de l'actif (1)				
Valeurs mobilières	5 967 \$	5 865 \$	5 200 \$	3 715 \$
Prêts	17 161	17 331	19 680	20 329
Autres	2 975	3 668	4 155	4 199
	26 103 \$	26 864 \$	29 035 \$	28 243 \$
Total du passif				
Dépôts	17 650 \$	17 643 \$	18 472 \$	18 798 \$
Autres	1 651	1 391	1 377	1 257
	19 301 \$	19 034 \$	19 849 \$	20 055 \$

(1) Le total des autres actifs liés aux services bancaires régionaux aux États-Unis est minime.

Assurances

Le 29 avril 2011, nous avons conclu la vente de Liberty Life Insurance Company (Liberty Life), notre unité d'assurance vie aux États-Unis, à Athene Holding Ltd. Une perte estimative de 116 millions de dollars, avant et après impôts, y compris une radiation de l'écart d'acquisition de 7 millions, a été constatée au poste Revenus autres que d'intérêt - Autres dans nos états financiers consolidés annuels de 2010. Notre perte à la vente à la date de clôture a été réduite de 9 millions de dollars, pour s'établir à 107 millions. Elle a de nouveau été réduite à 104 millions de dollars au cours du trimestre considéré, pour refléter les ajustements favorables de 3 millions établis conformément aux modalités de l'accord de vente. Ces ajustements ont été comptabilisés au poste Autres des Revenus autres que d'intérêts des périodes au cours desquelles ils ont été établis.

Acquisitions - Gestion de patrimoine

Le 17 décembre 2010, nous avons conclu l'acquisition de BlueBay Asset Management plc (BlueBay), une société de gestion d'actifs ayant son siège social à Londres dont les actions sont négociées sur le marché, spécialisée dans les placements dans des titres à revenu fixe, dont les biens sous gestion se chiffraient à environ 39,1 milliards de dollars CA à la date d'acquisition. La répartition du coût de l'acquisition est provisoire et pourrait être révisée lorsque les estimations, les hypothèses et l'évaluation de l'actif et du passif seront finalisées. Il y a un décalage de un mois dans la présentation des résultats de BlueBay dans notre secteur Gestion de patrimoine.

BlueBay Asset Management	
Date d'acquisition	17 décembre 2010
Pourcentage des actions acquises	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée dans la monnaie de l'opération	Paiement en espèces total de 924 millions de livres sterling
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 454 \$
Juste valeur des actifs corporels acquis	262 \$
Juste valeur du passif pris en charge (1)	(171)
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	91
Listes de clients et relations-clients (2)	175
Écart d'acquisition	1 188
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 454 \$
(1)	Comprend un passif d'impôts reportés de 49 millions de dollars lié aux actifs incorporels acquis.
(2)	Les listes de clients et les relations-clients sont amorties selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne d'environ 5 ans.

Autres - Gestion de patrimoine

Le 2 mai 2008, nous avons conclu l'acquisition de Philips, Hager & North gestion de placements ltée (PH&N), dont les résultats ont été constatés dans ceux de notre secteur Gestion de patrimoine. La contrepartie versée comprenait des actions échangeables d'une de nos filiales. Le 2 mai 2011, date du troisième anniversaire de la conclusion de la vente, conformément aux modalités de l'entente, les actions échangeables émises par la filiale ont été remplacées par 6,4 millions d'actions ordinaires de RBC.

Note 8 : Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)**EDDV de financement structuré**

Au cours du trimestre, nous avons structuré trois fiducies d'obligations encaissables par anticipation non liées à des titres à enchères, en vertu desquelles nous fournissons une facilité de liquidités et nous achetons et détenons les certificats résiduels émis par les fiducies, qui sont des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Pour d'autres détails sur ce type de structure, se reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels. Nous avons consolidé les EDDV, car nous sommes exposés à la plus grande partie du risque lié aux pertes prévues. Au 31 juillet 2011, le total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation, qui est inclus dans les titres disponibles à la vente de notre bilan consolidé, se chiffrait à 520 millions de dollars.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, au cours du premier trimestre de 2011, nous avons conclu un dérivé sur actions avec un fonds de placement, une EDDV. Ce dérivé offre aux investisseurs du fonds de placement le degré de risque souhaité lié à un autre fonds. Nous assurons une couverture économique de notre risque lié à ce produit dérivé en investissant dans un autre fonds, que nous avons consolidé à partir du premier trimestre car nous assumons la majorité des pertes prévues du fonds. Au 31 juillet 2011, le total de l'actif du fonds, qui est inclus dans les titres détenus à des fins de transaction dans nos bilans consolidés, se chiffrait à 481 millions de dollars.

Note 9 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Charge au titre des prestations constituées	141 \$	140 \$	80 \$	430 \$	258 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	22	22	29	67	73

Note 10 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 1^{er} novembre 2010, RBC a émis des débetures subordonnées de 1,5 milliard de dollars portant intérêt à un taux fixe de 3,18 % par année (payé semestriellement) jusqu'au 2 novembre 2015 et au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1,21 % (payé trimestriellement) par la suite, jusqu'à leur échéance, le 2 novembre 2020. Le 12 avril 2011, RBC a remboursé la totalité des débetures subordonnées à 6,3 % échéant le 12 avril 2016 en circulation de 400 millions de dollars, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Actions ordinaires émises

	Pour le trimestre terminé le					
	31 juillet 2011		30 avril 2011		31 juillet 2010	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Dans le cadre de l'acquisition d'une entreprise (1)	6 412	324 \$	–	– \$	–	– \$
Régime de réinvestissement de dividendes (2)	893	54	927	52	–	–
Options sur actions levées (3)	622	20	1 361	42	320	9
Régimes d'épargne et d'actionnariat des employés (4)	–	–	641	37	–	–
	7 927	398 \$	2 929	131 \$	320	9 \$

	Pour la période de neuf mois terminée le			
	31 juillet 2011		31 juillet 2010	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Dans le cadre de l'acquisition d'une entreprise (1)	6 412	324 \$	–	– \$
Régime de réinvestissement de dividendes (2)	1 820	106	2 862	161
Options sur actions levées (3)	2 465	77	3 272	104
Régimes d'épargne et d'actionnariat des employés (4)	1 138	63	–	–
	11 835	570 \$	6 134	265 \$

(1) Représente les actions émises aux détenteurs d'actions échangeables de PH&N. Se reporter à la section Autres de la note 7.

(2) Notre régime de réinvestissement de dividendes est financé soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions autodétenues. Au cours des trimestres terminés le 31 juillet 2011 et le 30 avril 2011, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'actions autodétenues émises sans escompte par rapport au cours de clôture moyen des cinq jours de Bourse qui précèdent le paiement de dividendes. Au cours des trimestres terminés le 31 janvier 2011, le 31 juillet 2010 et le 30 avril 2010, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'achats d'actions sur le marché libre. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'actions autodétenues émises à un escompte de 3 % par rapport au cours de clôture moyen des cinq jours de Bourse qui précèdent le paiement de dividendes.

(3) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions liée aux droits à la plus-value des actions et aux droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.

(4) Des actions autodétenues ont été émises. Se reporter à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour plus de détails à ce sujet.

Titres de fiducie de capital

Le 30 juin 2011, nous avons racheté la totalité de nos titres de fiducie de capital de série 2011 émis et en circulation, d'un montant de 750 millions de dollars, pour une contrepartie en espèces qui correspond à un prix de rachat de 1 000 \$ la part, plus la distribution semestrielle finale de 35,92 \$ la part.

Note 11 : Revenus liés aux activités de négociation et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction**Instruments financiers détenus à des fins de transaction**

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré du revenu d'intérêt et des dividendes comptabilisés relativement à l'actif et au passif des activités de négociation. Les (pertes) revenus autres que d'intérêt comprennent une diminution de 447 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011 (augmentation de 238 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2011; diminution de 283 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010). Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, les (pertes) revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 408 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction (augmentation de 718 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010).

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010 (1)	31 juillet 2011	31 juillet 2010 (1)
Revenu net d'intérêt	388 \$	313 \$	368 \$	970 \$	1 102 \$
Revenus autres que d'intérêt	(135)	294	(220)	894	1 054
Total	253 \$	607 \$	148 \$	1 864 \$	2 156 \$

(1) Certains montants ont été modifiés par rapport aux résultats présentés auparavant.

Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction

Au cours du trimestre, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont

augmenté de 495 millions de dollars (augmentation de 56 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2011; augmentation de 281 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010). Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 305 millions de dollars (augmentation de 444 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010).

Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Le tableau suivant présente les éléments comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt au cours du trimestre et de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, ainsi qu'au cours des périodes correspondantes :

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Honoraires nets qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs autres que détenus à des fins de transaction	934 \$	870 \$	885 \$	2 728 \$	2 587 \$
Honoraires nets provenant des activités de fiducie et autres activités connexes	1 737	1 675	1 438	5 189	4 276
Gains nets découlant d'instruments financiers évalués au coût après amortissement	-	-	-	-	3
Total	2 671 \$	2 545 \$	2 323 \$	7 917 \$	6 866 \$

Note 12 : Impôts sur les bénéfices**Recouvrabilité de l'actif d'impôts reportés**

Nous revoyons trimestriellement notre actif d'impôts reportés, lequel est inscrit au poste Autres actifs de nos bilans consolidés, afin de déterminer s'il est plus probable qu'improbable que les avantages liés à cet actif se réaliseront; dans le cadre de cet examen, nous évaluons les éléments probants positifs et négatifs. L'actif d'impôts reportés représente les écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs, ainsi que l'avantage fiscal lié aux reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation. Dans le cadre de notre examen de la capacité de réaliser notre actif d'impôts reportés au

31 juillet 2011, nous avons évalué l'économie d'impôts liée à nos services bancaires aux États-Unis, que nous avons convenu de vendre (se reporter à la note 7). Nous avons conclu qu'il existe suffisamment d'éléments probants positifs indiquant que l'actif d'impôts reportés lié à nos services bancaires aux États-Unis est réalisable pour neutraliser les éléments probants négatifs. Dans l'ensemble, selon tous les éléments probants disponibles, nous sommes d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts reportés consolidés seront réalisés grâce à une combinaison de résorptions futures d'écarts temporaires et d'un bénéfice imposable.

Impôts sur les bénéfices liés aux composantes des autres éléments du résultat étendu

Le tableau suivant illustre la charge ou l'économie d'impôts attribuée à chaque composante des autres éléments du résultat étendu :

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(4)\$	5 \$	49 \$	(32)\$	111 \$
Reclassement aux résultats de pertes (gains) sur les titres disponibles à la vente	26	(19)	(23)	23	(59)
(Pertes nettes) gains nets de change liés aux activités de couverture	(28)	358	(138)	533	650
Gains nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	39	5	(96)	60	(101)
Reclassement aux résultats de gains sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	31	26	14	84	9
Total de la charge d'impôts	64 \$	375 \$	(194)\$	668 \$	610 \$

Note 13 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Bénéfice (perte) de base par action					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 566 \$	1 579 \$	1 384 \$	5 049 \$	4 371 \$
(Perte nette) liée aux activités abandonnées	(1 658)	(73)	(108)	(1 796)	(269)
(Perte nette) bénéfice net	(92)\$	1 506 \$	1 276 \$	3 253 \$	4 102 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(64)	(65)	(193)	(194)
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	(156)\$	1 442 \$	1 211 \$	3 060 \$	3 908 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 435 131	1 426 504	1 421 777	1 428 599	1 420 096
Bénéfice (perte) de base par action					
Activités poursuivies	1,05 \$	1,06 \$	0,93 \$	3,40 \$	2,94 \$
Activités abandonnées	(1,16)\$	(0,05)\$	(0,08)\$	(1,26)\$	(0,19)\$
Total	(0,11)\$	1,01 \$	0,85 \$	2,14 \$	2,75 \$
Bénéfice (perte) dilué par action					
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	(156)\$	1 442 \$	1 211 \$	3 060 \$	3 908 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 435 131	1 426 504	1 421 777	1 428 599	1 420 096
Options sur actions (1)	2 936	4 003	4 409	3 455	5 198
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	1 009	1 128	1 780	1 132	1 884
Actions échangeables (2)	70	6 413	6 413	4 275	6 413
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 439 146	1 438 048	1 434 379	1 437 461	1 433 591
Bénéfice (perte) dilué par action					
Activités poursuivies	1,04 \$	1,05 \$	0,92 \$	3,38 \$	2,92 \$
Activités abandonnées	(1,15)\$	(0,05)\$	(0,08)\$	(1,25)\$	(0,19)\$
Total	(0,11)\$	1,00 \$	0,84 \$	2,13 \$	2,73 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Lorsque le prix de levée des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Les montants suivants ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action : pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011, un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$; pour le trimestre terminé le 30 avril 2011, un nombre moyen d'options en cours ayant un prix de levée moyen de néant; pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010, un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$. Les montants suivants ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action pour les périodes : pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$ et pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$.
- (2) Les actions échangeables ont été émises dans le cadre de l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. Se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 et à la note 7 des présents états financiers.

Note 14 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée « Informations à fournir sur les garanties ». Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie. Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Au			
	31 juillet 2011		31 octobre 2010	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options de vente position vendeur (1)	8 501 \$	204 \$	11 604 \$	365 \$
Facilités de garantie de liquidités (2), (3)	21 826	165	20 584	55
Produits à valeur stable (4)	17 725	238	19 683	172
Lettres de crédit de soutien et garanties de bonne fin (3)	17 897	162	17 536	87
Rehaussements de crédit (3)	3 124	67	3 211	66

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Dérivés de nos bilans consolidés. Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.
- (2) En 2008 et en 2009, certains conduits multicédants administrés par RBC offrant des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Aucun prélèvement de liquidités n'a été effectué au cours des périodes de neuf mois terminées les 31 juillet 2010 et 2011. Nous continuons de recevoir des remboursements de capital, et ces montants en capital sont affectés à la réduction des soldes de prêts non remboursés. Au 31 juillet 2011, ces prêts totalisaient 1,4 milliard de dollars US (1,4 milliard de dollars CA) (1,5 milliard de dollars US, 1,5 milliard de dollars CA au 31 octobre 2010), avant la provision pour pertes sur prêts de 4 millions de dollars US (4 millions de dollars CA) (2 millions de dollars US, 2 millions de dollars CA au 31 octobre 2010), et ils sont compris dans le poste Prêts – Prêts de gros de nos bilans consolidés.
- (3) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Autres passifs de nos bilans consolidés. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 0,7 milliard de dollars (1,2 milliard au 31 octobre 2010) relativement aux programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères, lequel correspond au montant théorique le plus élevé au titre des lettres de crédit et des facilités de liquidités.
- (4) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 7,4 milliards de dollars (7,8 milliards au 31 octobre 2010) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 10,3 milliards (11,8 milliards au 31 octobre 2010) au titre de régimes de retraite aux termes de l'Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA) des États-Unis, tels que les régimes 401(k). Nous avons comptabilisé une dotation à la provision à l'égard des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques qui reflète la valeur des actifs dans les portefeuilles de placement sous-jacents ainsi que notre estimation de la probabilité que les titulaires de polices résilient leurs polices. Au cours du trimestre, nous avons constaté des pertes non réalisées de 66 millions de dollars (perte de 16 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2011; perte de 73 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010).

Note 14 : Garanties et éventualités (suite)

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Au 31 juillet 2011, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 51,5 milliards de dollars (52,1 milliards au 31 octobre 2010). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Se reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Actifs donnés en garantie

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	31 juillet 2011	31 octobre 2010
Encaisse et montants à recevoir de banques	485 \$	506 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 400	6 092
Prêts	14 226	12 822
Valeurs mobilières	51 363	43 850
Biens achetés en vertu de conventions de revente	44 770	42 847
Autres actifs	54	1 264
	116 298 \$	107 381 \$

	Au	
	31 juillet 2011	31 octobre 2010
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 625 \$	2 332 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	2 363	2 154
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Emprunts et prêts de titres	34 183	31 359
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	50 824	47 356
Opérations sur produits dérivés	15 600	15 232
Obligations couvertes	10 337	8 557
Autres	366	391
	116 298 \$	107 381 \$

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les titres donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, les actifs donnés en

garantie ne sont pas pris en compte dans le tableau ci-dessus. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2011, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,7 milliards de dollars (3,4 milliards au 31 octobre 2010; 2,9 milliards au 31 juillet 2010) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2011, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,4 milliards de dollars (3,6 milliards au 31 juillet 2010) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalant aux titres donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'était en cours au 31 juillet 2011 ni au 31 octobre 2010 (6 millions au 31 juillet 2010).

Biens affectés en garantie

Au 31 juillet 2011, la valeur de marché approximative des biens acceptés en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 120,3 milliards de dollars (113,3 milliards au 31 octobre 2010). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts de titres et de prêts et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 41,7 milliards de dollars (41,1 milliards au 31 octobre 2010) a été vendue ou donnée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert.

Litiges

Nous sommes défenderesse dans un certain nombre de poursuites qui allèguent que certaines de nos pratiques et mesures sont inappropriées. Les poursuites portent sur diverses questions complexes, et le moment auquel elles seront réglées demeure variable et incertain. Bien que la direction soit d'avis que nous parviendrons, à terme, à résoudre ces poursuites sans subir d'incidence financière importante, il s'agit de questions qui font largement appel à l'exercice du jugement, et les obligations éventuelles pouvant découler de ces poursuites pourraient influencer de façon importante sur nos résultats d'exploitation pour toute période donnée.

Nous sommes défenderesse dans le cadre d'un recours, lequel est assujéti à une enquête réglementaire relative au rôle que nous avons joué dans des opérations portant sur des placements réalisés par un certain nombre de districts scolaires du Wisconsin dans certains titres garantis par des créances. Nous coopérons pleinement à l'enquête réglementaire et nous nous défendons vigoureusement dans le contexte de cette poursuite. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. La direction estime toutefois que le règlement final de ces poursuites n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

La direction revoit régulièrement l'état d'avancement des poursuites susmentionnées et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Nous continuerons de nous défendre vigoureusement dans ces litiges.

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos autres pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important à l'égard de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation consolidés.

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation**Résultats trimestriels**

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Assurances		
	T3/11	T2/11	T3/10	T3/11	T2/11	T3/10	T3/11	T2/11	T3/10
Revenu net d'intérêt	1 990 \$	1 928 \$	1 865 \$	91 \$	89 \$	75 \$	- \$	- \$	- \$
Revenus autres que d'intérêt	816	814	763	1 064	1 122	969	1 355	1 306	1 759
Total des revenus	2 806	2 742	2 628	1 155	1 211	1 044	1 355	1 306	1 759
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	254	247	284	-	-	3	-	-	-
Frais autres que d'intérêt	-	-	-	-	-	-	1 082	1 021	1 459
Bénéfice net avant charge d'impôts	1 362	1 313	1 243	911	917	806	127	137	142
Charge d'impôts	1 190	1 182	1 101	244	294	235	146	148	158
Part des actionnaires sans contrôle	335	331	335	65	74	50	2	2	5
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	855 \$	851 \$	766 \$	179 \$	220 \$	185 \$	144 \$	146 \$	153 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	19	18	17	9	9	7	3	3	3
Total de l'actif (3)	300 700 \$	293 900 \$	284 400 \$	22 600 \$	22 500 \$	19 300 \$	10 300 \$	9 800 \$	14 700 \$

Résultats trimestriels

	Services bancaires internationaux			Marchés des Capitaux (1)			Services de soutien généraux (1)		
	T3/11	T2/11	T3/10	T3/11	T2/11	T3/10	T3/11	T2/11	T3/10
Revenu net d'intérêt	143 \$	154 \$	166 \$	667 \$	656 \$	638 \$	(184) \$	(278) \$	(156) \$
Revenus autres que d'intérêt	247	226	217	496	860	316	105	89	48
Total des revenus	390	380	383	1 163	1 516	954	(79)	(189)	(108)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	37	12	31	8	(5)	(9)	(24)	(13)	(32)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais autres que d'intérêt	309	310	300	781	936	674	8	30	3
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	44	58	52	374	585	289	(63)	(206)	(79)
Charge (économie) d'impôts	12	12	14	100	175	87	(167)	(139)	(145)
Part des actionnaires sans contrôle	1	1	2	(3)	3	1	24	23	23
Bénéfice net (perte nette)	31 \$	45 \$	36 \$	277 \$	407 \$	201 \$	80 \$	(90) \$	43 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	6	6	6	17	17	16	10	11	16
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	25 \$	39 \$	30 \$	260 \$	390 \$	185 \$	70 \$	(101) \$	27 \$
Total de l'actif (3)	26 100 \$	27 200 \$	26 600 \$	360 500 \$	362 400 \$	341 700 \$	(15 700) \$	(13 700) \$	(10 500) \$

Résultats trimestriels

	Total		
	T3/11	T2/11	T3/10
Revenu net d'intérêt	2 707 \$	2 549 \$	2 588 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 083	4 417	4 072
Total des revenus	6 790	6 966	6 660
Dotation à la provision pour pertes sur créances	275	241	277
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 082	1 021	1 459
Frais autres que d'intérêt	3 498	3 643	3 168
Bénéfice net avant charge d'impôts	1 935	2 061	1 756
Charge d'impôts	347	455	346
Part des actionnaires sans contrôle	22	27	26
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 566 \$	1 579 \$	1 384 \$
(Perte nette) liée aux activités abandonnées	(1 658)	(73)	(108)
Bénéfice net (perte nette)	(92) \$	1 506 \$	1 276 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	64	64	65
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	(156) \$	1 442 \$	1 211 \$
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	704 500 \$	702 100 \$	676 200 \$
Total de l'actif lié aux activités abandonnées	26 100	26 800	28 200
Total de l'actif (3)	730 600 \$	728 900 \$	704 400 \$

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Résultats pour la période de neuf mois**

	Services bancaires canadiens		Gestion de patrimoine		Assurances	
	T3/11	T3/10	T3/11	T3/10	T3/11	T3/10
Revenu net d'intérêt	5 894 \$	5 554 \$	271 \$	225 \$	– \$	– \$
Revenus autres que d'intérêt	2 432	2 303	3 280	2 858	3 590	4 468
Total des revenus	8 326	7 857	3 551	3 083	3 590	4 468
Dotation à la provision pour pertes sur créances	758	904	–	3	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	2 732	3 685
Frais autres que d'intérêt	3 972	3 682	2 702	2 440	413	407
Bénéfice net avant charge d'impôts	3 596	3 271	849	640	445	376
Charge (économie) d'impôts	1 008	992	229	146	10	(2)
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net	2 588 \$	2 279 \$	620 \$	494 \$	435 \$	378 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	55	49	26	22	9	9
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 533 \$	2 230 \$	594 \$	472 \$	426 \$	369 \$
Total de l'actif (3)	300 700 \$	284 400 \$	22 600 \$	19 300 \$	10 300 \$	14 700 \$

Résultats pour la période de neuf mois

	Services bancaires internationaux		Marchés des Capitaux (1)		Services de soutien généraux (1)	
	T3/11	T3/10	T3/11	T3/10	T3/11	T3/10
Revenu net d'intérêt	464 \$	503 \$	1 946 \$	2 027 \$	(717) \$	(581) \$
Revenus autres que d'intérêt	707	611	2 761	2 367	323	234
Total des revenus	1 171	1 114	4 707	4 394	(394)	(347)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	60	96	(24)	42	(54)	(88)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	910	878	2 843	2 487	51	58
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	201	140	1 888	1 865	(391)	(317)
Charge (économie) d'impôts	37	38	586	591	(409)	(233)
Part des actionnaires sans contrôle	3	3	5	–	70	69
Bénéfice net (perte nette)	161 \$	99 \$	1 297 \$	1 274 \$	(52) \$	(153) \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	18	18	51	47	34	49
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	143 \$	81 \$	1 246 \$	1 227 \$	(86) \$	(202) \$
Total de l'actif (3)	26 100 \$	26 600 \$	360 500 \$	341 700 \$	(15 700) \$	(10 500) \$

Résultats pour la période de neuf mois

	Total	
	T3/11	T3/10
Revenu net d'intérêt	7 858 \$	7 728 \$
Revenus autres que d'intérêt	13 093	12 841
Total des revenus	20 951	20 569
Dotation à la provision pour pertes sur créances	740	957
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 732	3 685
Frais autres que d'intérêt	10 891	9 952
Bénéfice net avant charge d'impôts	6 588	5 975
Charge d'impôts	1 461	1 532
Part des actionnaires sans contrôle	78	72
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	5 049 \$	4 371 \$
(Perte nette) liée aux activités abandonnées	(1 796)	(269)
Bénéfice net	3 253 \$	4 102 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées (2)	193	194
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 060 \$	3 908 \$
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	704 500 \$	676 200 \$
Total de l'actif lié aux activités abandonnées	26 100	28 200
Total de l'actif (3)	730 600 \$	704 400 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Les ajustements liés au montant imposable équivalent font augmenter le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent, et un montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts.

(2) Les dividendes sur actions privilégiées sont imputés aux secteurs en fonction du capital économique.

(3) Comprend les soldes au comptant et les montants des prêts hypothécaires titrisés.

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Cadre d'information de gestion**

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme s'il exerçait ses activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Se reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2010 pour de plus amples renseignements à l'égard de ce cadre. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2010, nous avons

révisé nos méthodes d'attribution du capital économique de manière à refléter une attribution proportionnelle aux secteurs d'exploitation de capital non attribué précédemment. La méthode d'attribution révisée, qui a été appliquée de façon prospective, assure une plus grande concordance de nos processus d'attribution du capital et des nouvelles exigences accrues de l'accord de Bâle III visant le capital.

Note 16 : Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) établit des objectifs formels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, ces objectifs sont de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif-capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Notre coefficient actif/capital demeure inférieur au maximum prescrit par le BSIF.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

	Au	
	31 juillet 2011	31 octobre 2010
Capital		
Capital de première catégorie	34 371 \$	33 972 \$
Capital total	39 578	37 625
Actif pondéré en fonction des risques		
Risque de crédit	194 098 \$	197 195 \$
Risque de marché	26 593	24 828
Risque d'exploitation	40 324	38 433
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	261 015 \$	260 456 \$
Ratios de capital et coefficients		
Ratio du capital de première catégorie	13,2 %	13,0 %
Ratio du capital total	15,2 %	14,4 %
Ratio du capital-actions ordinaires de première catégorie	10,3 %	9,8 %
Coefficient actif-capital	16,4 X	16,5 X

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts (Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635 (au Canada et aux États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (au Canada et aux États-Unis) ou 416-263-9394 (appels internationaux)
Courriel : service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :

Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Dates de paiement des dividendes pour 2011

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ, AL, AN, AP, AR, AT, AV et AX	24 janvier 21 avril 22 juillet 24 octobre	26 janvier 26 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2011

Premier trimestre	3 mars
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	2 décembre

Assemblée annuelle de 2012

L'assemblée annuelle des actionnaires se tiendra le jeudi 1^{er} mars 2012 au Palais des congrès du Toronto métropolitain, North Building, 255 Front Street West, Toronto (Ontario), M5J 2W6 Canada.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC TruCS, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à RBC Dexia IS utilisent la désignation commerciale de RBC sous licence.